



**EVALUATION DU PROJET CONJOINT :
APPUI A LA RESILIENCE DES JEUNES FACE AUX CONFLITS
SOCIOPOLITIQUES AU BURUNDI**

RAPPORT DEFINITIF

**DIANE MPINGANZIMA,
CONSULTANTE INDEPENDANTE**

Février 2020



TABLE DES MATIERES

SIGLES ET ABREVIATIONS	0
SOMMAIRE EXECUTIF	1
Contexte du projet	1
1. INTRODUCTION	5
1.1 Contexte et justification	5
1.2. OBJECTIFS DE L’EVALUATION FINALE	7
2. L’EVALUATION	8
2.1. METHODOLOGIE	8
2.2. MISE EN ŒUVRE DE L’EVALUATION	8
3. PERFORMANCE DU PROJET RESILIENCE DES JEUNES	9
3.1. PERTINENCE ET PARTICIPATION	9
3.2. EFFICACITE	13
3.3. EFFICIENCE	19
3.4. IMPACT	22
3.5. FLEXIBILITE ET SENSIBILITE AUX CONFLITS	26
3.6. DURABILITE ET APPROPRIATION	27
4. CONCLUSION ET LEÇONS APPRISES	30
Références bibliographiques	33
ANNEXE	34
1. Liste des personnes rencontrées	34
Anne 2 : Questions évaluatives	35
Anne 3 : Outils de collecte des données	37

SIGLES ET ABREVIATIONS

CDJP	Commission Diocésaine Justice et Paix
CENAP	Centre d'Alerte et de Prévention des conflits
COPEDE	Conseil Pour l'Education et le Développement
CVR	Commission Vérité Réconciliation
MIPAREC	Ministère pour la Paix et la Réconciliation sous la Croix
PBSO	The Peacebuilding Support Office (Bureau d'appui à la consolidation de la paix)
PEAB	Province de l'Eglise Anglicane
ODD	Objectifs de Développement Durable
UNESCO	United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (Fonds des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture)
UNICEF	United Nations of International Children's Emergency Fund (Fonds des nations Unies pour l'Enfance)
UNFPA	United Nation's Population Fund (Fonds des Nations Unies pour la Population)
CREDSR	Centre de Recherche et d'Etudes sur le Développement des Sociétés en Reconstruction
TIC	Technologies de l'information et la communication
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
SSRAJ	Santé Sexuelle et Reproductive des Adolescents et Jeunes



SOMMAIRE EXECUTIF

Contexte du projet

Le présent rapport est celui de l'évaluation finale du projet résilience des jeunes face aux conflits sociaux politiques au Burundi, pour la période allant du 15/10/ 2018 au 31/03/2020. Le projet résilience des jeunes est mis en œuvre par 3 agences (UNFPA, UNICEF et UNESCO) réunies au sein d'un consortium coordonné par UNFPA à travers un partenariat établi avec 8 structures (COPED, AFSC, COPA, PEAB, Tubiyage, Association des Guides du Burundi). Le projet est mis en œuvre dans 7 provinces du Burundi (Ngozi, Kirundo, Makamba, Gitega, Rumonge, Mwaro, Bujumbura Rural). Il a comme objectif global de « **contribuer à rompre le cycle de violence que vit le Burundi depuis son accession à l'indépendance en 1962** ».

Les résultats attendus qui ont contribué à l'atteinte de cet objectif sont les suivants :


- ✓ **Résultat 1** : Les jeunes filles et les jeunes garçons sont résilients et contribuent à la réconciliation et à la prévention des violences à travers une meilleure perception du passé
- ✓ **Résultat 2** : Les institutions nationales contribuent à une présentation constructive du passé aux jeunes filles et garçons.

La méthodologie utilisée a permis de répondre aux attentes de l'évaluation en portant un jugement indépendant et professionnel sur la performance du projet au titre de la redevabilité et de la valorisation du fonds de consolidation de la paix au Burundi.

Qu'avons-nous appris avec l'évaluation du projet Résilience des jeunes ?

Sur la performance du projet

La performance du projet a été appréciée à travers 8 critères d'évaluation :

-  **La Pertinence** : Le projet est en cohérence avec les objectifs de l'appel à projet de PBSO, à travers la réalisation d'une étude qui a permis d'éclairer sur les enjeux à aborder, le renforcement des capacités et compétences des jeunes pour être acteurs de leur résilience face aux conflits. La cohérence du projet est également effective avec les stratégies et politiques du gouvernement burundais en matière de consolidation de la paix. En effet, les jeunes sont reconnus comme groupes prioritaires pour les réponses de gestion de conflits sans toutefois avoir des stratégies de les impliquer. La collaboration avec les ministères en charge de la jeunesse (qui assurait le pilotage du projet) à travers plusieurs sessions de rencontre a permis d'aider le gouvernement burundais à mieux adresser les questions de résilience des jeunes. Malheureusement, les personnes impliquées dans ce projet au niveau des ministères n'ont pas pu être contactés dans le cadre de cette évaluation malgré les tentatives faites par la consultante appuyée par le UNFPA pour décrocher des rendez-vous pour un entretien. Le projet a permis également de répondre aux besoins réels des jeunes pour faire face aux conflits, et l'évaluation a noté leur satisfaction. Le projet a adopté une approche genre qui permet une participation équilibrée des garçons et des filles. La mise en œuvre du projet par un consortium coordonné par UNFPA a permis à chaque Agence et ses partenaires de dérouler son expertise technique.

En outre, le projet a permis de mettre plusieurs partenaires ensemble (Agences de système des Nations Unies, ONG Internationales, ONG locales, les réseaux des jeunes, les structures de l'Etat, la population locale, etc...) bien qu'ayant des visions différentes à mutualiser leurs efforts pour la consolidation de la paix dans une zone où les conflits sociopolitiques sont visibles.

- ✚ **Efficacité** : La mise en œuvre du projet Résilience des jeunes a été d'une efficacité prouvée, les résultats escomptés ont été atteints, mise à part le résultat en rapport avec la structuration des jeunes en réseaux fonctionnels en l'absence du temps pour un accompagnement. Sur le plan qualitatif, la mise en œuvre du projet a contribué à améliorer de manière notable la cohabitation pacifique des communautés.

- ✚ **Efficience** : Si on considère que l'efficience est le rapport entre l'efficacité (résultats) et les coûts (adéquation des moyens mis en œuvre), le projet Résilience des jeunes a eu une efficience globale acceptable. La gestion du projet, à la clôture du projet s'avère satisfaisante.

- ✚ **Flexibilité** : Le projet s'est avéré flexible à trois niveaux :
 - ✓ Mise en œuvre des activités : Les membres du consortium partenaires du consortium étaient libres sur les modalités d'organisation des activités, dans le respect de la logique d'intervention ;
 - ✓ Au niveau de la stratégie d'intervention : des adaptations au contexte comme le choix des zones touchées par la crise de 2015 ont été réalisées en cohérence avec les orientations tracées par le projet
 - ✓ Le projet a su s'adapter au contexte de la COVID 19 et toutes les activités ont continué à être menées sur terrain tout en intégrant les mesures barrières de protection, donc en intégrant des aspects qualitatifs non financiers dans la mise en œuvre du projet

 - ✓ Au niveau des modalités de mise en œuvre et du management du projet : les partenaires nationaux ont été renforcés dans leurs capacités, ce qui leur a permis de gagner de l'autonomie dans la perspective d'initier de nouvelles activités dans la continuité des actions initiées par le projet.

- ✚ **Impacts** : Des changements majeurs corrélés avec les activités du projet sont visibles et d'autres sont en voie de l'être : des changements de comportement des jeunes ont été observés, tout au long du projet, à travers le développement d'un savoir-faire et d'une prise de conscience pour une jeunesse résiliente face aux conflits socio-politiques qui ont frappés le pays depuis 1962. Les jeunes ont également exprimé la volonté de s'informer davantage sur les questions de l'histoire du pays, et d'adopter des pratiques saines comme la tolérance mutuelle et vivre une vie partagée avec des aspects en communication.
Les outils de communication produits n'ont pas fait objet d'appropriation par les acteurs nationaux, mais sont très connus et utilisés par les jeunes et leurs encadreurs.

- ✚ **Appropriation** : Les acteurs impliqués se sont appropriés des activités du projet. Cependant, l'appropriation des activités du projet par les partenaires est fondée sur le mandat et les missions des partenaires impliqués dans le projet dans le sens où les activités du projet renforcent/innovent et prolongent les responsabilités de chaque partenaire (Par ailleurs, les structures et acteurs impliqués sont des structures pérennes mais peuvent être sujets de disparition avec le programme (ils vivent grâce aux financements des PTF)

- ✚ **Durabilité** : Les jeunes ont été impliqués activement dans la mise en œuvre du projet et ont pu développer une connaissance du projet qui leur a permis de s'engager pour les activités, même au-delà de la période de vie du projet. Les structures porteuses du projet (ONG locales) sont des instances qui pourraient contribuer à la pérennité du projet, car elles sont impliquées et capables de faire vivre les activités dans la durée. Toutefois, on retiendra la fragilité de la pérennité à travers (i) des sessions de renforcement des capacités des jeunes qui sont

conditionnées par les indemnités financières et (ii) la faible appropriation des acquis du projet par le ministère de la jeunesse. En effet, le projet a généré des résultats tangibles et l'évaluation n'a pas noté des évidences du ministère à valoriser/ mettre à l'échelle les approches du projet malgré la reconnaissance de la pertinence du projet qui répond aux priorités du pays en matière de gestion des conflits liés aux crises socio-politiques qu'a connu le Burundi.

Enfin, la durabilité des activités est compromise au niveau économique et social, en particulier en ce qui concerne les financements disponibles chez les partenaires qui sont insuffisants par rapport aux besoins et aux transferts de responsabilités nécessaires pour poursuivre l'encadrement des jeunes.

☞ **Sur les changements induits en matière d'apprentissage**

En ce qui concerne les apprentissages par rapport à la thématique « jeunes », le projet a permis de mettre à jour l'agenda de la question de la résilience des jeunes face aux conflits, et a renforcé les compétences des jeunes qui sont devenus acteurs de leur résilience, en identifiant les défis et solutions possibles.

La mise en œuvre du projet Résilience des jeunes a permis de tirer d'autres leçons, dont notamment :

- Sur la mise en œuvre : la période de démarrage du projet, est apparue, pour la plupart des acteurs du projet, trop longue (3 à 6 mois pour un projet de deux ans), et par conséquent la période de mise en œuvre (ou de croisière) en a été raccourcie d'autant. Toutefois, toutes les activités envisagées ont été réalisées.
- Sur le renforcement des capacités : durant le projet, il y a eu un grand nombre de séances de formations destinées aux jeunes et pairs éducateurs, mais il est difficile d'en évaluer l'impact réel sur le renforcement des capacités, en raison de la courte durée des séances (trois jours en moyenne), et leur occurrence en fin de projet. Une étude d'évaluation de l'impact de ces formations pourrait être diligentée, en vue de rechercher si les formations réalisées ont conduit à des changements de pratiques, pour une meilleure prestation des services des jeunes.
- Après ces deux années de mise en œuvre, les partenaires du projet ont renforcé les capacités des jeunes pour faire face aux conflits qu'a connu le Burundi. Le projet a touché également des leaders communautaires et des parlementaires comme acteurs clés incontournables dans la promotion de l'accès à l'information et aux services adaptés aux jeunes en matière de résilience face aux conflits

Enfin, certaines pratiques générées par le projet sont positives et peuvent être reproductibles dans d'autres contextes : expérience d'appréhender le passé douloureux à travers les formations et les groupements de solidarité. Notons que nous avons observé une tendance chez certains jeunes à aller au-delà des clivages ethniques en reconnaissant que dans leur histoire personnelle il y a eu plusieurs mariages mixtes avec une banalisation des appartenances ethniques qui selon eux n'ont pas de sens pour la majeure partie des burundais. Cela revient comme une autre lecture de l'histoire du Burundi faite par les jeunes en banalisant l'existence des identités ethniques.

- ☞ Sur la valorisation de l'initiative PBF : le projet a mis en œuvre des interventions permettant de compléter celles déjà en cours dans le pays en proposant des outils, des approches adaptées aux besoins des jeunes. Grâce à leur participation dans le projet, les partenaires ont été renforcés dans leurs capacités, notamment la maîtrise de la gestion des projets. Toutefois, une vision cloisonnée s'est observée tout au long de la mise en œuvre du projet, chaque partenaire mettant en avant sa visibilité et dans une moindre mesure celle de son agence., et

une recommandation a été formulée pour les projets à venir afin de renforcer la planification commune impliquant tous les partenaires de mise en œuvre

Recommandations principales

Le projet Résilience des jeunes étant terminé, ces recommandations sont formulées dans la perspective de nouveaux projets orientés sur la même problématique, afin que ceux-ci puissent s'inscrire dans la continuité des acquis, tirer les leçons, corriger les points faibles. Elles peuvent également concerner les pouvoirs publics au niveau de la définition et de la mise en œuvre des politiques relatives à la santé sexuelle et reproductive des jeunes.

- Développer les stratégies pratiques d'appropriation des outils par les pouvoirs publics ;
- Explorer les modalités de complémentarité avec d'autres programmes surtout de consolidation de la paix notamment ceux du CVR ;
- Développer un mécanisme de mutualisation des compétences entre différents acteurs partenaires des agences membres du consortium ;
- Mettre en place des mécanismes de pilotage/ suivi qui permettent de mieux assurer la cohérence du projet dans un esprit d'un programme conjoint ;
- Mettre en place une stratégie de sortie ;
- Exploiter une stratégie de passage à l'échelle au niveau de toutes les provinces et communes.

1. INTRODUCTION

1.1 Contexte et justification

Depuis de nombreuses années, le Burundi a traversé plusieurs conflits aux origines diverses. En effet, depuis son indépendance en 1962, le pays a connu une violence ethnique et politique cyclique, alimentée par une combinaison de pauvreté, de fragmentation sociale, de traumatismes et de conflits non résolus, de faiblesse du contrat social et d'impunité pour les crimes commis pendant les périodes de conflit violent. Cette situation a entraîné des traumatismes psychiques et des séquelles mentales énormes, dont les répercussions font apparaître au quotidien des réflexes de violences, sources de nouveaux conflits. La haine interethnique s'est transmise de génération en génération surtout parmi les jeunes qui n'ont aucune référence pour une lecture objective de l'histoire mais qui malheureusement ont une vision dichotomique et conflictuelle de l'histoire selon leur appartenance ethnique. Ainsi, on assiste encore au Burundi à une mémoire collective marquée par la phobie sociale qui s'est développée et qui entraîne une faible cohésion sociale parmi les jeunes qui pourtant sont appelés à cohabiter et à être des agents de changements de la cohésion sociale.

Une étude¹ a été conduite en 2017 sur la résilience communautaire des jeunes au Burundi face aux conflits sociopolitiques. Cette étude qui a connu une large participation des jeunes (filles et garçons) et une adhésion du Gouvernement, à travers l'appui du ministère de la Jeunesse, a abouti aux mêmes conclusions que les consultations foraines. Cette étude confirme en effet que l'une des causes des crises cycliques et de la faible capacité de résilience chez les jeunes réside dans la méthode de transmission aux jeunes générations de l'histoire du Burundi, méthode qui est très souvent partisane, contribuant ainsi à perpétuer le cycle de frustration au sein des nouvelles générations. L'une des recommandations phares de cette étude est de repenser, la façon de présenter le passé de ce pays, de sorte qu'elle soit impartiale et basée sur des valeurs culturelles et traditionnelles du Burundi.

Une autre étude sur *les aspirations des jeunes pour le Burundi de demain*², réalisée en 2018 par le CENAP (Centre d'Alerte et de Prévention des conflits) recommande entre autres : *i)* de concevoir des cadres de dialogue entre les jeunes et en particulier les jeunes des partis politiques pour les initier aux valeurs renforçant l'éducation citoyenne et l'esprit de tolérance dans la société, *ii)* de développer et promouvoir les capacités des jeunes à faire des recherches sur les crises du passé non documentées afin de contribuer à la reconstitution de la vérité sur l'histoire conflictuelle au Burundi.

Certains politiciens développent des approches de radicalisation et de conditionnement des jeunes au travers des discours polarisants, basés sur une version manipulée de l'histoire du Burundi ou sur une mauvaise gestion de ladite histoire. Etant donné que tout ceci peut conduire à une escalade de la violence, il est important d'agir le plus tôt possible. Puisque par le passé, les solutions apportées pour gérer les crises n'ont pas eu l'impact souhaité sur la mémoire collective, les communautés continuent à avoir une lecture partisane de ce passé douloureux qui se transmet de génération en génération, ce qui prépare l'éclosion potentielle de nouvelles crises. Mais avec l'implication effective des jeunes, le Burundi peut rompre avec cette vision dichotomique et conflictuelle de son histoire.

¹ Orientations sur la résilience communautaire des jeunes au Burundi face aux conflits sociopolitiques

² Etudes sur les aspirations de jeunes sur le Burundi de demain, janvier 2018, centre d'Alerte et de Prévention des conflits, en partenariat avec l'interpeace.

C'est dans cet esprit que le projet résilience des jeunes a été conçu et s'est investi à travailler sur une construction positive du passé, à briser le cycle de transfert de douleurs aux nouvelles générations et ainsi promouvoir la résilience des jeunes face à des potentielles incitations à la haine. C'est un projet qui se propose de participer à l'établissement d'une société burundaise plus paisible et prospère à travers l'introduction des activités qui ont de l'impact sur la mémoire collective du passé pour éviter d'avoir une lecture partisane d'un passé douloureux qui se transmet de génération en génération et qui est à l'origine des violences cycliques.

Il a été initié par un consortium de trois (03) Agences du Système des Nations Unies (UNFPA, UNICEF et UNESCO) confiant de leur expérience de travail conjoint depuis plusieurs années, sous financement du Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix (PBF) et sous tutelle du Ministre des Affaires de la Communauté Est-Africaine, de la Jeunesse, des Sports et de la Culture et du Ministère de l'Intérieur, du Développement Communautaire et de la Sécurité Publique

Ce projet a eu une durée de durée de 18 mois allant du 15/10/ 2018 au 31/03/2020 et a été prolongé de 6 mois jusqu'à la fin du mois de septembre 2020 pour un montant de \$ 2.550.000. Le projet a été mis en œuvre dans 17 communes de 7 provinces du pays (Ngozi, Kirundo, Makamba, Gitega, Rumonge, Mwaro, Bujumbura Rural) choisis pour leur histoire d'avoir été touchées par les conflits qu'a connu le Burundi et être frontalières avec les pays voisins pour la plupart. En effet, les provinces de Ngozi, Kirundo, Makamba, Rumonge et Bujumbura Rural ont des communes frontalières avec soit la RDC, le Rwanda et la Tanzanie avec des mouvements transfrontaliers durant les périodes de crise qu'a connu le Burundi

Le projet a comme objectif général de contribuer à rompre le cycle de violence que vit le Burundi depuis son accession à l'indépendance en 1962

Les résultats qui contribuent à l'atteinte de cet objectif sont :

Résultat 1 : Les jeunes filles et les jeunes garçons sont résilients et contribuent à la réconciliation et à la prévention des violences à travers une meilleure perception du passé

Résultat 2 : Les institutions nationales contribuent à une présentation constructive du passé aux jeunes filles et garçons.

Les bénéficiaires finaux du projet sont les jeunes garçons et filles agents de changement (victimes passés ou potentiels de la transmission du passé douloureux par les adultes) choisis de façon transparente dans les zones cibles du projet. Le projet mène des actions visant à amener ces jeunes à avoir un autre angle d'analyse du passé (positif) et stimule l'engagement et la participation actifs des jeunes filles et garçons au processus de résilience. La cible secondaire ~~est~~ constituée par des réseaux des jeunes, associations et mouvements de jeunesse qui avaient la mission de relayer une compréhension apaisée du passé dans les communautés.

La cible tertiaire est constituée par les leaders (d'opinion, les autorités locales et les médias) qui ont contribué au renforcement des capacités des jeunes filles et garçons en matière de résilience communautaire en lien avec le passé. Cette cible comprend également les décideurs au niveau national qui devraient prendre en compte les attentes des jeunes en rapport avec la présentation constructive du passé.

Les groupes qui ont été ciblés par cette étude sont principalement les jeunes filles et garçons des communes de la zone d'intervention. L'évaluation a concerné aussi, les équipes des trois agences et PBF (le financier), les cadres des ministères concernés (principalement le ministère en charge de la jeunesse), les gestionnaires du projet au niveau des partenaires de mise en œuvre, les acteurs

institutionnels et des représentants des réseaux des jeunes, les autorités administratives locales, etc. Les entretiens ont été conduits avec les acteurs au niveau national et avec les acteurs de 3 provinces choisies parmi les sept (7) en respectant la répartition géographique. Il s'agit des provinces de Makamba (Sud), de Gitega (centre), de Kirundo (Nord) et Bujumbura rural (Ouest).

Etant donné que le projet est arrivé à son terme (fin septembre), la pertinence s'est imposée de procéder à son évaluation afin de comprendre les leçons apprises dans sa mise en œuvre. Cette évaluation permettra également de voir en quels termes le projet a permis de répondre aux objectifs lui assignés et d'analyser les impacts générés

1.2. OBJECTIFS DE L'ÉVALUATION FINALE

La présente évaluation a pour objectifs d'évaluer les résultats obtenus en matière de consolidation de la paix jusqu'ici depuis Octobre 2018 et de proposer une stratégie pour une potentielle phase suivante.

L'analyse des résultats de consolidation de la paix devrait permettre de dégager les points forts et les limites des approches utilisées, tenant compte des contraintes et des défis de contexte en lien avec la théorie de changement adoptée par le projet.

L'évaluation a ainsi porté sur trois points :

- Appréciation des résultats de consolidation de la paix obtenus globalement par le projet depuis son lancement en Octobre 2018, en se focalisant sur la suite donnée aux recommandations de l'évaluation et aux constats de l'évaluation de base (*Etude sur la résilience communautaire des jeunes au Burundi face aux conflits sociaux politiques, janvier 2018 ; les diagnostics communautaires, les conclusions des dialogues intergénérationnels, etc*) ainsi que d'autres consultations réalisées lors de la mise en œuvre de ce projet.
- Appréciation des approches de résilience adoptées, de leur plus-value par rapport à d'autres approches pour la cohésion sociale des jeunes, les acquis et les difficultés.
 - Appréciation des effets du travail auprès des jeunes (au niveau d'individuel et de leurs réseaux) en prenant en compte le point de vue des bénéficiaires.
 - Appréciation du travail au niveau des leaders d'opinion pour un environnement favorable (présentation apaisée et constructive des événements douloureux du passé).
- Recommandations pour la suite et la pérennisation des stratégies de résilience, au vu des résultats des deux premiers points.

Pour atteindre les objectifs d'évaluation qui sont ci-haut spécifiés, la méthodologie proposée est basée sur une démarche participative, inclusive et dynamique, mobilisant l'ensemble des acteurs et des parties prenantes. Notre méthodologie permet de répondre aux attentes de l'évaluation en portant un jugement indépendant et professionnel sur :

- La performance du projet au titre de la redevabilité,
- Les changements induits (les résultats de consolidation) en matière d'apprentissage,
- La valorisation de l'initiative peace building fund
- Les résultats de consolidation de la paix

2. L'ÉVALUATION

2.1. METHODOLOGIE

La méthodologie utilisée est principalement qualitative, au moyen des entretiens semi-structurés et des focus-groups auprès des acteurs et bénéficiaires du projet, et des personnes ressources concernées par les questions évaluatives. Les données quantitatives provenant de l'exploitation des documents et des entretiens ont aussi été considérées à des fins de triangulation des informations. Il est important de souligner que la démarche proposée est telle que la consultante n'était pas là pour imposer ses idées/analyses. Même en tant qu'apporteuse de regards externes, elle a amené ses idées/analyses plutôt sous forme de questionnement, que sous forme d'affirmation. La consultante a tenté de susciter les parties prenantes à élaborer elles-mêmes un diagnostic et des recommandations partagées.

Cette méthodologie a permis de répondre aux attentes de l'évaluation en portant un jugement indépendant et professionnel sur :

- La performance du projet à travers huit critères d'évaluation (pertinence, efficacité, efficience, appropriation, flexibilité, participation, impact et durabilité). Pour chaque critère, des constats principaux ont été formulés et un jugement évaluatif formulé avec une appréciation
- Les changements induits en matière d'apprentissage et de valorisation du fonds de consolidation de la paix

A cet effet, il s'agissait de voir si les activités en direction des jeunes ont été définies en fonction des changements positifs, pour atteindre l'objectif global du projet de « Contribuer à rompre le cycle de violence que vit le Burundi depuis son accession à l'indépendance en 1962 ».

2.2. MISE EN ŒUVRE DE L'ÉVALUATION

Les questions évaluatives se rapportant à la redevabilité du projet et à l'appréciation en matière d'apprentissage et de valorisation de fonds de consolidation de la paix, sont déclinées dans la matrice d'évaluation annexée au présent document. Dans ce tableau sont également présentés les indicateurs de jugement et des sources de vérification qui ont guidé l'évaluatrice pour la collecte des données (phase terrain) et leur analyse.

En prélude aux missions de terrain, la consultante a analysé toute la documentation nécessaire à une bonne compréhension détaillée des enjeux du travail demandé.

En tout début de la mission de terrain, un briefing a été organisé entre la consultante et l'équipe du projet au niveau des 3 agences. L'équipe projet a présenté celui-ci sous forme de synthèse (contexte, objectifs, enjeux, activités, résultats) et ensuite, la consultante a présenté le plan d'évaluation qui a été approuvé par les représentants des 3 agences.

Les entretiens ont été réalisés à partir de guides d'entretien ou questionnaires ouverts ou semi-directifs, en favorisant le dialogue et le recueil de témoignages.

Pour cette évaluation, nous avons mené une série d'entretiens semi-structurés avec les parties prenantes, acteurs clés au moyen des entretiens semi-structurés auprès des acteurs et bénéficiaires du projet, et des personnes ressources concernées par les questions évaluatives (en annexe). L'objectif de ces entretiens était de recueillir les données qualitatives et quantitatives sur le projet, les perceptions des bénéficiaires et partenaires sur leurs implications directes ou indirectes, les résultats

obtenus et l'impact sur les bénéficiaires du projet ainsi que les contraintes dans la réalisation des activités.

Des focus group ont été utilisés pour la collecte des données auprès des jeunes filles et garçons. Au total, nous avons réalisé 8 discussions de groupe dans 4 communes. Nous avons procédé à la séparation des jeunes en deux groupes, un groupe pour les filles, un groupe pour les garçons. Chaque groupe de discussion a été animé par un modérateur (un homme pour le groupe des garçons, et une femme pour le groupe des filles) expérimenté et formé à cet effet. Cette approche a été utilisée pour ne pas limiter l'expression des uns et des autres

Les focus group visaient à avoir leur appréciation sur la mise en œuvre du projet, sur la qualité des réalisations et leur impact ainsi que sur les facteurs de durabilité, les contraintes et les recommandations de mise en œuvre.

Soulignons enfin que UNFPA et les partenaires opérationnels (AFSC et COPED) ont facilité la réalisation de la mission à plusieurs titres :

- Préparation du planning, prise de RV, ...
- Accompagnement des consultantes
- Facilitation des déplacements
- Mise à disposition de la documentation.

Soulignons toutefois que malgré l'appui des agences, l'évaluatrice n'a pas pu rencontrer les représentants institutionnels impliqué dans le projet.

Enfin, les données collectées au cours de la mission ont été dépouillées puis regroupées en fonction des questions clés de l'évaluation en lien avec les différents critères (pertinence, efficacité, efficience, durabilité et l'impact)

3. PERFORMANCE DU PROJET RESILIENCE DES JEUNES

L'analyse de la performance de la mise en œuvre du Programme Conjoint à mi-parcours est analysée et évaluée au regard de 8 critères d'évaluation : *pertinence, participation, efficacité, efficience, flexibilité, impact, appropriation, durabilité*) tels que décrits dans le plan d'évaluation en annexe. Pour chacun des critères d'évaluation retenus, les sous-questions évaluatives sont examinées à partir des constats opérés par l'équipe d'évaluation. Elles font l'objet d'une analyse permettant de porter une appréciation à travers une cotation de 1 à 5 et donne lieu à une conclusion.

1 Niveau très insatisfaisant

2 Niveau insatisfaisant

3 Niveau mitigé

4 Niveau satisfaisant

5 Niveau très satisfaisant

3.1. PERTINENCE ET PARTICIPATION

La pertinence se définit comme : « *Adaptation des choix du programme/programme à la situation traitée, notamment au regard du contexte local et national* » Dans quelle mesure le programme : (i) est en cohérence avec les priorités nationales déclinées dans les cadres stratégiques nationaux et internationaux de développement, (ii) a répondu aux besoins des groupes cibles.

Constats et analyse

Le projet apparaît justifié au regard des éléments suivants :

- ✓ Par rapport aux politiques et stratégies nationales et sectorielles ;
- ✓ Par rapport à la complémentarité des interventions entre les différents partenaires ;
- ✓ Par rapport au ciblage des zones ;
- ✓ Par rapport à la participation des bénéficiaires à l'identification des besoins ;

Par rapport aux politiques et stratégies nationales et aux priorités du système des Nations Unies

La conception du projet a connu un processus participatif prenant en compte les préoccupations des jeunes en matière de consolidation de la paix.

Ce projet a été élaboré dans une cohérence d'ensemble avec les documents d'orientation nationale (la vision 2025, en son pilier 6 intitulé : cohésion sociale et valeurs culturelles fondamentales), ainsi que les documents cadres des Nations Unies (UNDAF et ODD).

En effet, le projet s'est référé à l'effet 4 de l'UNDAF : « d'ici 2023, les femmes et les hommes, de tout âge et particulièrement les groupes vulnérables accèdent équitablement aux services d'institutions et aux mécanismes communautaires qui garantissent la redevabilité, la paix, l'égalité du genre, la justice et le respect des droits de l'homme de manière efficace, indépendante et transparente », ainsi qu'à l'objectif numéro 16 des Objectifs de Développement Durable (ODD) : « Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et inclusives aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous »

Le projet résilience des jeunes, comme toutes les autres interventions du PBF, aborde des sujets culturellement sensibles, à savoir les conflits à base ethnique. Le projet a veillé à l'acceptation sociale des interventions, à travers la mobilisation des leaders d'opinion (administratifs et religieux) lors des séances de dialogue communautaire, l'animation des sessions par des personnalités influentes, et l'utilisation des approches théâtrales pour sensibiliser les adultes et les jeunes. De même, identifier les jeunes bénéficiaires de différence ethnique ou appartenance politique a permis d'intégrer les questions éthiques qui auraient pu survenir au cours de la mise en œuvre.

Par rapport à la complémentarité des agences des Nations Unies UNFPA, UNICEF et UNESCO

La complémentarité des agences était recherchée dès l'appel à proposition car parmi les critères d'éligibilité de PBF, c'était bien précisé que les demandeurs devaient être en consortium, donc la synergie était recherchée depuis le départ. Mais cette complémentarité devrait se baser sur le mandat de chaque agence.

Les agences des nations unies ont reçu une recommandation de la part du secrétaire exécutif de nations unies de développer des stratégies pour pouvoir travailler ensemble sur le terrain et d'être cohérent dans leurs interventions ; ce qui a été appelé le « one UN ». Dans le cadre des précédents projets financés par PBF, avec comme parties prenantes les jeunes, les responsables politiques et administratifs, les agences UNFPA, UNICEF, UNDP, UNV, ont réalisé des diagnostics, tiré des leçons apprises et de bonnes pratiques, et suggéré des orientations pour des interventions futures.

Le présent projet, financé par PBF, prend sa base en partie sur ces résultats antérieurs, notamment en ce qui concerne la gestion du passé.

Le cahier des charges des agences a été élaboré sur base des mandats de chacune des agences et de façon que les interventions puissent être complémentaires.

De manière succincte, les missions étaient réparties comme suit :

- **UNFPA** : Renforcement des capacités des jeunes filles et garçons en matière de résilience,
- **UNESCO** : Animation des jeunes, formation et renforcement des capacités des jeunes à travers la culture (théâtre)
- **UNICEF** : autonomisation des jeunes à travers des Activités Génératrices de Revenus (AGR)

Le projet fut une opportunité de créer des partenariats et de synergies entre acteurs convergeant vers l'objectif global du projet. Le programme conjoint a apporté des appuis en termes de paquet par agences à travers les partenaires de mise en œuvre de chaque agence.

Toutefois, bien que les rôles et les missions étaient bien définies au niveau de la coordination, certains bénéficiaires du projet au niveau du terrain semblaient parfois ne pas comprendre la complémentarité entre les différents partenaires au moment de la mise en œuvre.

De manière générale, l'expérience de collaboration et de coopération induite par les partenaires des agences onusienne et des ONG, avec comme critère fédérateur de façon globale s'est bien passée. Il est important de signaler que le caractère conjoint et les approches d'interventions diversifiées ont été aussi des atouts ayant favorisé l'atteinte des résultats. La synergie a permis de toucher les jeunes dans leur diversité avec des approches adaptées à chaque catégorie.

Toutefois, il y a lieu de noter que cette complémentarité n'a pas été si effective au niveau opérationnel. En effet, les partenaires opérationnels ont manqué d'un cadre approprié pour bien étoffer comment la complémentarité sur terrain sera opérée. Par exemple, les partenaires en charge de l'identification des jeunes et leur structuration annonçaient la venue à leur suite des autres partenaires (de UNICEF et UNESCO) sans toutefois annoncer sur quoi devraient porter leurs interventions. De même, les partenaires qui venaient pour renforcer les capacités des jeunes ignoraient les contenus des messages du premier partenaire pour construire ses stratégies de communication dans la logique de continuité.

Aussi, les agences se sont concentrées plus sur leurs mandats respectifs par rapport à la visibilité de PBF. Par exemple, sur le terrain, les jeunes encadrés par un partenaire se réclament de ce partenaire (jeunes de COPED, jeunes d'AJAP, jeunes de COPA, ...) et quelque fois d'ajouter en collaboration avec FNUAP ou UNESCO mais sans faire mention de PBF, qui n'était pas du tout connu sur le terrain. En effet, l'idée d'un programme conjoint bien encré dans l'esprit des agences n'a pas reçu le même écho au niveau des partenaires opérationnels et encore moins au niveau des bénéficiaires.

Par rapport au ciblage : Choix des provinces et des zones d'intervention : Réponse aux besoins des bénéficiaires et leur implication dans la conception du projet

Les données collectées lors de la mission terrain par les entretiens démontrent que tous les acteurs ont reconnu que les activités planifiées et réalisées par le projet résilience des jeunes ont répondu aux préoccupations des jeunes burundais. En effet, le problème de manque de résilience est récurrent chez les jeunes de tous les coins du pays. En plus pour cause d'ignorance des informations correctes sur le passé du Burundi pour des raisons socioculturelles (les pesanteurs sociales, les interdits et les tabous), les adultes (parents, autorités administratives, leaders religieux, etc.) n'arrivent pas à engager des discussions sur l'histoire du Burundi sans être partisan de leur camp. A cet effet, selon les personnes interviewées, le projet est venu à point nommé pour aider les parents et les leaders d'opinion dans la transmission de l'histoire du pays à leurs enfants et permettre à ces derniers d'être renforcés avec des outils adaptés et de façon interactive pour se prévenir contre les nouveaux cycles de violence.

Le projet est également en cohérence à la fois avec les priorités des jeunes et des régions choisies. C'est un projet qui cible les jeunes dans leur diversité : dans les partis politiques différents, dans les ethnies différentes, dans les sites des déplacés internes et dans les collines d'origine des déplacés, dans les milieux ruraux et péri-urbains, ect. Le choix de la zone d'intervention apparaît également pertinent. En effet, ce sont les provinces de Ngozi, Kirundo, Makamba, Gitega, Rumonge, Mwaro et Bujumbura Rural qui ont été retenues. Ces zones choisies sont des provinces ayant été fortement touchées par les crises sociopolitiques et les communes priorisées par des planifications locales sont celles qui se trouvent aux frontières avec les pays voisins et susceptibles d'être touchées à nouveau.

La conception du projet résilience des jeunes s'est appuyée sur les apprentissages de la première phase et en intégrant de nouvelles dimensions, tout cela dans un processus participatif avec les partenaires du projet. L'évaluation de la première phase a inspiré le projet sujet de la présente évaluation, sous

plusieurs dimensions : passer de la cohésion à la résilience, stratégies d'impliquer les leaders d'opinion, etc. Au démarrage de l'actuel phase de projet, une enquête de base a été également réalisée pour montrer la réalité du problème et adapter les activités stratégiques. Pour répondre aux besoins des jeunes dans leur diversité, les messages ont été diffusés à travers plusieurs stratégies de communication (séances de sensibilisation, éducation par les pairs, sensibilisation à travers les théâtres, ect). D'autres activités de communication de proximité et de masse sur la prévention et la gestion des conflits ont été effectuées grâce à la sensibilisation au niveau de la communauté et des leaders communautaires via les stratégies avancées de porte à porte par les jeunes agents de changement.

La perception des bénéficiaires par rapport à leur implication est globalement positive. Toutefois, ils ont parfois émis des avis sur ce qui aurait pu se faire afin que les jeunes bénéficient davantage des actions du projet. Il s'agit notamment :

- D'une participation des jeunes plus effective (comme par exemple des discussions de groupe avec les associations des jeunes) à la conception pour mieux identifier leurs besoins,
- D'un suivi régulier des activités pour appuyer/ soutenir les jeunes dans leurs efforts d'être des ambassadeurs de la consolidation de la paix,
- D'un accompagnement dans l'appropriation du projet par les jeunes

Soulignons que ce projet est né suite aux recommandations de deux études antérieures qui ont été réalisées pour les jeunes et avec les jeunes. La première, en 2017, s'est focalisée sur la résilience communautaire des jeunes au Burundi face aux conflits sociopolitiques. La deuxième, qui a succédé en 2018, s'est penchée sur les aspirations des jeunes pour le monde de demain.

Ces deux études ont connu une grande implication des jeunes et ont constitué un bon cadre d'expression des témoignages et des désidératas pour les jeunes. Les recommandations de ces études, qui ont constitué de fondement pour le présent projet, sont entre autres : *i)* de concevoir des cadres de dialogue entre les jeunes et en particulier les jeunes des partis politiques pour les initier aux valeurs renforçant l'éducation citoyenne et l'esprit de tolérance dans la société, *ii)* de développer et promouvoir les capacités des jeunes à faire des recherches sur les crises du passé non documentées afin de contribuer à la reconstitution de la vérité sur l'histoire conflictuelle au Burundi.

Ceci nous amène à dire que les besoins des populations ciblées et les priorités en matière de résilience des jeunes n'ont pas été exprimés par les bénéficiaires eux-mêmes au moment de la conception, car ils étaient considérés comme connus à travers les deux études réalisées. Mais, la conception du projet est partie de la documentation du contexte pour prendre en compte les besoins réels des jeunes

Les témoignages des jeunes relèvent que l'on a répondu à leurs besoins, ce qui a augmenté leur engagement, comme en témoignent la stratégie du projet. Au niveau des communes, les groupes de jeunes sélectionnés d'abord parmi plusieurs jeunes puis formés, sensibilisaient à leur tour les autres jeunes pour atteindre la couverture communale.

Jugement évaluatif : le Projet Résilience des jeunes est-il pertinent ? Niveau satisfaisant (4)

Le projet résilience des jeunes a été pertinent dans le ciblage des bénéficiaires et à travers une approche inclusive permettant l'adoption des changements individuels et collectifs. Les axes d'interventions et l'objectif global du projet sont cohérents avec et soutiennent les politiques du gouvernement du Burundi sur les questions de résilience des jeunes. En effet, d'une manière générale, le Burundi vit une situation sécuritaire fragile marqué par des méfiances/ tensions et les jeunes jouent un rôle très actif, ils sont mis au-devant de la scène, sont instrumentalisés par les différents protagonistes aux aspirations politiques. Pourtant, ces jeunes sont souvent exclus des actions de consolidation de la paix. D'autre part, il est clairement établi que les objectifs du projet sont aussi en ligne avec les besoins du Burundi en matière de consolidation de la paix. L'analyse comparative des objectifs du projet et de ceux des programmes tels que la vision 2025, plan UNDAF corroborent cette assertion. Ainsi, l'évaluation reconnaît que les besoins en matière de résilience des jeunes sont clairement articulés dans le document de projet résilience des jeunes. Les entretiens réalisés lors de cette mission d'évaluation ont mis en évidence la pertinence d'aborder la résilience des jeunes en lien avec les activités de solidarité économique. Elle a confirmé que le mode d'intervention avec des groupes de solidarité et des outils interactif (théâtre interactive) est une approche adaptée d'empowerment des jeunes, dont ceux-ci se sont emparés, individuellement ou collectivement. Un jeune PE nous a partagé qu'il est appelé « Tubiyage » dans la communauté.

Le projet fait partie de ceux initiés pour renforcer la politique nationale, en ce qu'il complète, développe et renforce les projets étatiques existants. En outre, la grande implication des acteurs nationaux qu'il consacre, qu'il s'agisse en général du gouvernement, de la société civile et des jeunes en particulier aidé à leur mobilisation et leur auto-responsabilisations vis-à-vis du projet. Il en ressort donc que ce projet a été d'une pertinence évidente, en rapport avec les priorités nationales, la complémentarité avec les autres interventions et la participation des jeunes. A la lumière de tous ces arguments, la pertinence de la conception du projet ne fait donc l'ombre d'aucun doute notamment par rapport aux priorités nationales et choix des zones et cibles. La mission d'évaluation finale a pu apprécier le niveau de cette pertinence sur le terrain. L'Alignement du projet aux ODD, à l'UNDAF, aux différentes politiques nationales et sectorielles, aux besoins des populations cibles ainsi la cohérence de sa conception exprime largement sa pertinence.

La complémentarité des 3 agences est évidente au niveau stratégique mais apparait dilué au niveau opérationnel faute d'un cadre de planification conjoint impliquant tous les acteurs opérationnels avec des stratégies appropriées.

3.2. EFFICACITE

« Rapport entre les résultats obtenus et les objectifs avancés : la contribution du projet à l'atteinte des résultats escomptés »

Constats et analyse

L'efficacité du projet Résilience des jeunes a été analysée à travers 4 indicateurs de jugements issus des sous-questions évaluatives, regroupées autour des 4 points ci-dessous :

❖ Efficacité des activités et leur contribution à l'atteinte des résultats attendus

La logique d'intervention du projet et les résultats escomptés sont présentés dans le cadre logique du projet. Les paragraphes qui suivent donnent un aperçu par résultat du projet, sur la qualité des résultats / services obtenus ainsi que l'utilisation et l'accès des résultats par les jeunes. En effet, le projet visait l'atteinte de deux principaux résultats qui devraient concourir à la réalisation de l'objectif général. De façon globale, le projet s'est avéré très performant au niveau de la mise en œuvre des activités qui se sont déroulés conformément aux prévisions. Et notons que les activités réalisées jusqu'à la clôture du projet ont apporté déjà une contribution remarquable à l'atteinte des différents résultats.

Résultat 1 : Les jeunes filles et les jeunes garçons sont résilients et contribuent à la réconciliation et à la prévention des violences à travers une meilleure perception du passé

Etat général des réalisations

Sur la base des documents présentés à l'évaluatrice, et les visites de travail effectuées sur terrain, notamment les entretiens effectués avec les jeunes formés au niveau des différentes communes et avec le personnel des organisations de mise en œuvre du projet, les activités définies pour le résultat R1 ont été réalisées presque en totalité.

Pour atteindre ce résultat, les principales activités ont consisté en la production des outils de communication variés suivis (guide du formateur et manuel des participants) par des sessions de renforcement des capacités des jeunes, ce qui a permis d'acquérir des connaissances dont les jeunes avaient besoin pour cohabiter pacifiquement avec autres jeunes comme le déclare cette jeune fille de la commune Mabanda : « *Le projet nous a permis de se rencontrer, au début du projet les ateliers étaient comme des séances d'accusation mutuelle mais petit à petit les jeunes ont appris à se tolérer et ont finalement mis en place des groupes d'échange d'information et d'entraide en cas d'événements survenus ou planifiés chez un des membres du groupe indépendamment de leur parti politique* ».

Dans chaque commune cible du projet, 60 jeunes ont été formés sur diverses thématiques et de façon complémentaires par divers acteurs du projet. Grâce à l'expertise de l'UNESCO à travers ses partenaires notamment COPA et APED, des jeunes ont été renforcés en capacités. Les sessions de formation au-delà de l'inculcation des connaissances ont été comme des approches thérapeutiques permettant de verbaliser leur passé douloureux qui pesait lourd. Le développement de la paire éducation (à la suite des formations de COPA) s'avère un vecteur pertinent et efficace pour atteindre les jeunes, les sortir de leur isolement, et faire passer des messages. Mais les dynamiques impulsées nécessiteraient des moyens qui dépassent les capacités du projet, et, faute de trouver les moyens nécessaires, cela pourrait générer des déceptions et des frustrations.

Ainsi, l'efficacité du projet se retrouve également au niveau de la promotion du leadership des jeunes. Celui-ci se manifeste à travers l'engagement des jeunes devenus agents de changement qui décident eux même de faire des visites à domicile dans leur communauté en commençant par leurs familles proches, et viennent rapporter les cas ayant besoin d'un suivi particulier aux instances habilités (administration et justice de base). Les autorités administratives rencontrées rapportent que les jeunes s'impliquent activement pour le suivi de la santé sociale de leur communauté, et que la plupart ont rejoint les notables (intahe yo kumugina) de façon tacite pour conquérir plus d'espace leur permettant de mettre à contribution leur technicité dans la résolution des conflits communautaires. Néanmoins notons que, malgré ce leadership, certains jeunes se butent encore aux poids de certaines gérontocrates qui sous-estiment la capacité des jeunes à jouer un rôle dans la résolution des conflits.

L'organisation des réseaux des jeunes s'avère difficile à organiser de façon systématique pour toutes les communes. Des comités communaux ont été mis en place mais n'ont pas été accompagnés pour être consolidés comme réseaux en cohérence avec l'atteinte du produit 2 du résultat 1 qui stipule que

les capacités des réseaux communautaires de jeunes filles et garçons sont renforcées pour relayer une compréhension apaisée du passé dans les communautés. La plupart des jeunes que nous avons rencontré se sentent plus appartenir aux réseaux zonaux que communaux pour des raisons de proximité géographique. D'autres jeunes se rappelaient que des élections des membres des comités des réseaux avaient eu lieu mais ignoraient qui étaient les membres à part le président. Le constat est que les comités communaux n'ont pas été assez renforcés pour pouvoir jouer le rôle qu'on attend d'eux comme réseau comme c'était mentionné comme un des résultats du projet.

Évaluation de l'atteinte du résultat R1

Ce résultat a été atteint et constitue l'une des réussites du projet en termes d'implication et d'appropriation de la problématique (passé douloureux) par l'ensemble des parties prenantes. Les jeunes filles et garçons rencontrés (80 dans 4 communes à raison de 20 par commune) dans le cadre de cette évaluation ont exprimé avoir acquis une meilleure connaissance du passé, ce qui a suscité une réelle réflexion sur leurs propres rôles pour la construction de la paix dans leur communauté. Les formations reçues ont été comme une thérapie pour les jeunes qui leur a permis de verbaliser ce qui leur pesait lourd et développer ainsi certains réflexes positifs face au passé douloureux.

Les jeunes bénéficiaires du projet rencontrés ont tous témoigné que les violences ont sensiblement diminué au niveau communautaire dans la zone d'intervention grâce aux actions menées par le projet. *« Les violences ont diminué, particulièrement les violences verbales telles que les injures et les accusations mutuelles entre les jeunes issus des partis politiques opposés », atteste un jeune rencontré en commune Mabanda. Une jeune fille de Mutimbuzi a déclaré : Grâce au projet, notre focus est porté sur notre auto développement au détriment de la politique. Les jeunes s'échangent des informations sur les opportunités économiques et sociales, grâce aux réseaux de communication établis. Par exemple, nous nous informons des appels d'offres. »*

Les autorités communales en particulier attestent que les conflits sociopolitiques ne sont plus d'actualité comme dans le passé. *« Durant le processus électoral de 2020, les jeunes soutenus par le projet ont joué un rôle très important dans la sensibilisation des autres jeunes affiliés aux partis politiques. Pour cela, les élections se sont déroulées dans le calme totale », a déclaré Administrateur de la commune Giheta.*

Et tout cela grâce aux jeunes, jadis principaux acteurs et artisans dans les violences sociopolitiques, qui une fois formés sont devenus ensuite des partisans de la paix. Ainsi, l'indicateur 1 (*% des bénéficiaires du projet témoignant que la violence a diminué au niveau communautaire*) a été atteint à 100%.

Selon les interviewés, les jeunes ont réglé plusieurs conflits liés principalement aux intolérances politiques. En outre, d'autres types de conflits réglés par les jeunes ont été signalés entre autres des conflits familiaux, des conflits fonciers, etc. Les jeunes rencontrés témoignent que les gens se confient à eux en témoignent le fait que dans la plupart des communes, quand les policiers viennent prendre quelqu'un sur la colline, la communauté appelle les jeunes pour qu'ils interviennent afin d'apporter leur expertise dans la gestion pacifique des conflits. Même les administratifs rencontrés ont témoigné qu'en cas de difficulté au niveau communautaire, ils font recours aux jeunes pour intervenir. Parmi les 80 jeunes rencontrés, tous ont témoigné avoir résolu au moins 5 cas de conflits, ce qui porte en moyenne les conflits résolus à au moins 300 par commune, ce qui porte largement à plus de 2000 cas de conflits initialement prévu faisant ainsi que l'indicateur 2 (*le nombre de cas de conflits réglés par les jeunes agents de changements au niveau communautaire : base=0, cible=2000*) soit largement atteint à plus de 100 %.

Enfin, signalons que les jeunes se sentent très investis de leur mission et de leur devoir « d'exemplarité », mais souffrent du décalage entre leurs souhaits (grâce au projet, ils ont pris

conscience qu'ils pouvaient, comme tous les jeunes, aspirer à une vie « normale sans tension »), leurs ambitions (tirer leurs « petits frères et sœurs » vers non-violence), et la réalité de leur situation (la plupart sont des chômeurs, démunis de ressources), et du manque de moyens pour faire ce qu'ils souhaiteraient : davantage de visite au sein des ménages de leur communauté, l'apprentissage d'un métier, la réalisation d'un projet professionnel, ect.

Tous les réseaux des jeunes rencontrés, impliqués dans le projet, disposaient des plans d'actions, basés sur les objectifs du projet. Chaque réseau a élaboré son plan d'action, suivant leur mandat, avec l'appui des agents du projets. Cet indicateur a été atteint à 100%.

Dans le cadre de cette évaluation, nous n'avons pas pu recueillir tous les cas de conflits résolus par les jeunes mais il aurait été intéressant d'en faire un recueil qui servirait de plaidoyer pour l'espace des jeunes dans la gestion des conflits. Il nous a été rapporté que des jeunes arrivent même aux tribunaux de résidence.

Au niveau de chaque commune, une dynamique de groupe s'est construite et les jeunes se sont constitué sous forme de réseau mais qui malheureusement reste embryonnaire en termes d'organisation pratique au niveau communal. S'il est vrai que des groupes de solidarité ont été créé au sein de toutes les communes, leur opérationnalité se limite au niveau des zones. En effet, dans toutes les zones des communes cibles du projet, il s'observe un soutien mutuel grâce à leur réseau : « *le projet nous a permis de nous connaître, aujourd'hui si un jeune a des problèmes avec l'administration, les autres jeunes interviennent pour plaider en sa faveur car ils le connaissent surtout comme agent de la paix dans leur zone de résidence* », a déclaré un jeune garçon de la commune Mabanda.

Ainsi, nous pouvons affirmer que le réseau des jeunes est là au niveau des communes mais agir en réseau au niveau communal reste problématique d'où l'atteinte de l'indicateur (le nombre de réseau ayant un plan d'action à la fin du projet : base=0, cible=10) reste mitigée pour la plupart des communes. Certes des initiatives positives s'observent comme par exemple en commune Mutimbuzi où les 60 jeunes se sont organisés en coopérative reconnu par les autorités communales avec des textes réglementaires. Ceci a été rendu possible grâce au partenaire AJAP qui a des assises communautaires dans sa zone d'intervention. D'autres initiatives d'opérer en réseau s'observent en commune Mabanda où les jeunes témoignent que « *Grâce au projet, les jeunes s'échangent des informations sur les opportunités économiques et sociales, grâce aux réseaux sociaux de communication, par exemple, là où il y a appel d'offre nous nous informons mutuellement grâce à notre groupe whats up* ».

Résultat 2 : Les institutions nationales contribuent à une présentation constructive du passé aux jeunes filles et garçons

Etat général des réalisations

Sur la base des documents de projet présentés à l'évaluatrice par UNFPA (documents de projets, étude sur la résilience des jeunes et rapports annuels et de réunions), et les visites de travail effectuées sur terrain, notamment les entretiens effectués, les activités définies pour le résultat R2 ont été réalisées. D'après le rapport semestriel du projet de juin 2015, 10 ateliers de plaidoyer (1 par commune) ont été organisés à l'endroit des leaders administratifs en vue d'encourager la prise en compte des besoins des jeunes dans la planification communale. De même un atelier de capitalisation des résultats a été organisé et a constitué une opportunité pour présenter les résultats du projet aux autorités des ministères ayant en charge les questions de la jeunesse. De plus, des ateliers de dialogue intergénérationnel ont été organisé dans toutes les communes. Ce fut des opportunités de mettre ensemble les leaders d'opinion (élus collinaires, les bashingantahe, la police, les leaders religieux).

Toutefois, les leaders communautaires n'ont pas pu être tous être conviés aux activités du projet faute de budget. Les partenaires de mise en œuvre des activités sur terrain ont partagé que l'idéal aurait été que tous les chefs de collines participent pour pouvoir accompagner les jeunes dans leur rôle d'acteurs dans la consolidation de la paix.

A la suite de ces événements, des recommandations pertinentes ont été formulées et des initiatives ont été définies, jusqu'à la traduction en plan d'action. Un travail continu de mobilisation devrait encore être effectué pour couvrir l'intégralité des cibles prévues, les sensibiliser et les intégrer dans la dynamique de suivi de la mise en œuvre des mesures d'adaptation identifiées lors des séminaires.

Évaluation de l'atteinte du résultat R2

Les sessions réalisées avec les leaders d'opinion ont permis d'aborder les problèmes de jugement auxquels se heurtent les jeunes dans la compréhension du passé burundais. Toutefois, ces séances ont été sporadiques et il serait plus juste toutefois de parler de séances de sensibilisation, constituant une première étape de prise de conscience de la nécessité de faire des jeunes des agents de changements dans la consolidation de la paix. Certains éléments sur la façon de mieux communiquer avec les jeunes ont été abordés, ainsi que la multiplicité des facteurs à prendre en compte pour une communication plus adaptée aux besoins de ces jeunes. Néanmoins, les leaders administratifs rencontrés sont restés 'sur leur faim' par rapport à cette formation, jugée trop courte. Le Conseiller de l'Administrateur Communal de Mutimbuzi, chargé des affaires sociales, nous a témoigné : « *J'ai participé dans une seule séance seulement. J'ignore si d'autres séances ont été organisées et que je n'étais pas invité. Mais il aurait fallu plus de cadres d'échange et de formation à notre intention pour plus d'appropriation* »

Les leaders d'opinions ont contribué avec beaucoup d'efforts au renforcement de capacités des jeunes en matière de résilience de jeunes. A titre d'exemple, les membres des confessions religieuses ont participé activement à l'animation des dialogues intergénérationnels, les anciens politiciens comme l'ancien Président de la république Sylvestre Ntibantunganya ont répondu positivement aux sessions organisées.

❖ Innovation et différenciation des approches

Le projet Résilience des jeunes a fait usage d'outils de communication assez diversifiés et combinés pour toucher une large gamme de jeunes chacun dans sa spécificité. Le caractère innovant des journaux télévisés animés par les jeunes a été renforcé par l'animation au niveau communautaire des clubs d'écoute pour susciter des débats et échanges sur le contenu des messages reçus. L'approche jeune valorisée et mise en œuvre par le projet apparaît elle-même comme une innovation en soi, avec ses différentes stratégies d'intervention et d'adaptation au contexte, qui se sont traduites par la participation active des jeunes dans la gestion de conflits. Les jeunes ont été ciblés dans toutes les catégories (ethnique, politique, religieux) et les messages conçus à cet effet ont tenu compte du contexte politiques, religieux et ethnique et ont été élaborés sur des valeurs reconnues au niveau des communautés. Des messages « accrochant » et adaptés aux besoins des jeunes, à tel point que certains jeunes touchés ont décidé de s'engager en qualité de mobilisateur pour atteindre plus de jeunes.

La connexion des jeunes aux réseaux sociaux (groupe whatsapp up créé pour les jeunes de chaque commune) a été positivement exploitée comme canaux de communication, et les jeunes rencontrés sont unanimes à reconnaître que l'essentiel des messages « percutants » sont passés par les réseaux sociaux.

Enfin, l'autre innovation utilisée par le projet consiste à faire des interventions en cascade et croisées pour toucher les jeunes : ils sont structurés en réseaux, ils reçoivent des informations sur diverses thématiques de consolidation de la paix (Communication non violente), gestion des conflits, communication interpersonnelle, dialogue et médiation, ect) et sont organisés en groupement de solidarité.

Les interventions au niveau communautaire comportent une dimension innovante également dans l'utilisation des stratégies pour toucher les leaders communautaires d'opinion en y intégrant les notables bashingantahe qui n'étaient pas considérés dans le système juridique.

Toutefois, notons que le projet a manqué d'opportunité pour l'intégration de la Santé Sexuelle et Reproductive des Adolescents et Jeunes (SSRAJ) dans le paquet de services pour leur offrir des services conviviaux d'information de santé sexuelle et reproductive alors que la plupart d'entre eux font face à ce défi sous diverses formes. Cela aurait été opportun surtout avec la présence de UNFPA qui a la SSRAJ dans ses mandats.

❖ **Prise en compte de l'approche genre**

Le projet a privilégié des approches différenciées selon l'âge et le sexe tout au long de sa mise en œuvre. La prise en compte de la dimension du genre est perceptible à différents niveaux :

- Des quotas de 50% (filles/garçons) ont été instaurés pour le choix des jeunes participants comme bénéficiaires, pour donner plus de chance à la problématique des déterminants socio-culturels des conflits d'être appréhendée par les deux sexes ;
- L'encouragement du respect des quotas de 50 % hommes et 50 % femmes dans la constitution des comités des réseaux. Cela a donné aux filles l'opportunité de prendre part de façon active au processus, tout en défendant leurs intérêts.
- L'initiation des AGR spécifiques aux garçons et filles, bien que le leadership des filles au sein des groupements de solidarité n'est guère été très effectif surtout pour des raisons de maternité vu que la plupart des jeunes filles sont en âge de procréer.

Malgré les points ci-dessus énumérés, le projet n'a pas beaucoup travaillé sur le genre de manière stratégique ; la plupart des partenaires eux-mêmes n'avaient pas assez d'expertise genre sur terrain, pour aborder les thématiques de consolidation de la paix dans une perspective sexospécifique.

Jugement évaluatif : Le projet Résilience des jeunes a-t-il été efficace ? Niveau 4 qui est satisfaisant

Le consortium des 3 agences et leurs partenaires ont mis en œuvre les activités sous la coordination de UNFPA et chacun a pu dérouler son expertise. Tous les partenaires opérationnels ont touché les jeunes à travers l'utilisation d'outils et d'autres technologies d'information et de communication conçues de façon participative avec des jeunes, et adaptés à leurs diversité et spécificités. Le projet a notamment soutenu des initiatives communautaires à la base en vue d'aider les jeunes à avoir des informations sûres et fiables qui leur permettent de faire une lecture apaisée de l'histoire de leur pays et aux leaders d'opinion de communiquer de manière apaisée. Les actions du projet sont reconnues et appréciées par les jeunes et les autorités administratives des communes cibles.

L'efficacité dans les productions attendues du projet est indéniable et ce, malgré le retard pris dans le démarrage avec l'étude de base et rattrapé par ailleurs. Les stratégies de résilience des jeunes mises en exergue par l'étude de base, en vue d'une adaptation des interventions ont été adaptées au contexte et efficaces pour l'élaboration de la réponse proposée. Mais l'efficacité de la stratégie de groupement des jeunes a été limitée par un sous accompagnement nécessaire au regard des importantes lacunes qui existent au niveau du fonctionnement de ces réseaux. De même, le projet n'a pas su connecter les réseaux créés avec les autres réseaux existants sur la thématique conflit comme les réseaux de MIPAREC et de CDJP. Même si les rapports de suivi du projet expliquent les écarts et les réajustements qui ont été nécessaires pour la mise en œuvre des activités, les ambitions d'un tel projet ont été sous-estimées, et il semble qu'une année de plus eût été nécessaire pour arriver aux résultats attendus de façon crédible surtout pour l'accompagnement des réseaux pour leur fonctionnalité.

3.3. EFFICIENCE

« Adéquation des moyens avec les objectifs et résultats visés et obtenus »

✚ Constats et analyse

Contractualisation et gestion du partenariat

Du point de vue opérationnel, la gestion du projet est basée sur un mécanisme de partage des responsabilités techniques et opérationnelles en fonction du niveau d'expertise de chacune des 3 agences. Dans cette logique, chaque agence a une responsabilité technique sur plusieurs produits du projet et a un rôle de référent technique, de leader. Cette spécialisation des différentes agences a permis au projet d'atteindre les jeunes dans leurs besoins diversifiés. Le tableau suivant récapitule la contribution des partenaires.

Agence	Partenaires	Rôle dans le projet
UNFPA	Ministère de la jeunesse, des Postes et des technologies de l'information	- Assurer la coordination générale du projet - Point focal du gouvernement dans la mise en œuvre du projet
	Ministère de l'intérieur, de la formation patriotique et le Développement local	Facilite la mise en œuvre pratique du projet sur le terrain à travers la mobilisation de l'administration locale, des jeunes et des leaders à la base
	Conseil Pour l'Education et le Développement (COPED)	Assure la mise en œuvre des activités sur terrain, en termes de formation, d'encadrement et de renforcement des capacités des jeunes filles et garçons
	American Friends Services Committee (AFSC)	Assure la mise en œuvre des activités sur terrain, en termes de formation, d'encadrement et de renforcement des capacités des jeunes filles et garçons
	PMC	Contribue à la visibilité du projet et à la sensibilisation/ conscientisation des populations à la base à travers la radio
UNICEF	Ministère de la jeunesse, des Postes et des technologies de l'information	Assure la visibilité des interventions du projet au niveau national
	Ministère du Développement communal/CIEP	Op cit
	Ministère genre	-
	FONEB	Contribue à assurer la participation des jeunes dans la mise en œuvre du projet
	PMC	Op cit
	PEAB	Contribue à la mise en œuvre du projet à travers le renforcement des compétences de vie et de résilience des jeunes filles et garçons
	Centre Ubuntu	Contribue à la mise en œuvre du projet à travers le théâtre et autres interventions participatives
	RET	Contribue à faciliter la participation des jeunes filles et garçons dans la mise en œuvre du projet à travers leurs structures/ réseaux respectifs

UNESCO	Ministère de la jeunesse, des Postes et des technologies de l'information	Op cit
	Ministère de l'intérieur, de la formation patriotique et le Développement local	Op cit
	Université du Burundi	Réalise des études de base et de fin sur les perceptions du passé
	Fondation Intahe	Mobilise les jeunes autour des valeurs culturelles au niveau communautaire
	Tubiyage	Véhicule les valeurs constructives à travers le théâtre

Le pilotage stratégique du projet est assuré par UNFPA qui est responsable de la conformité et du suivi global du financement et des relations avec bailleur. Chaque agence est responsable de la mise en œuvre d'un paquet d'activités sur des thèmes prédéfinis dans les mêmes zones et avec les mêmes cibles. Chaque agence a assumé ces responsabilités, mais l'établissement des liens de collaboration entre les partenaires de chaque agence et le lien avec le PBF a reçu peu d'écho. Ceci est probablement dû, au moins en partie, au fait qu'il n'y a pas eu de planification conjointe impliquant tous les partenaires de mise en œuvre pour que chaque partenaire sache le paquet de l'autre. A ce niveau, il est remarquable qu'autant de partenaires intervenant dans la même zone n'aient pas pu collaborer de façon aussi efficiente, car des semblants de doublons/ chevauchement ont été visibles. Par exemple, tous les partenaires qui ont renforcé les capacités des jeunes sur des thèmes variés de consolidation de la paix (UNFPA et UNESCO) ont encouragé et soutenu les jeunes à constituer des groupements d'épargne et crédits pour plus de cohésion sociale. Quand le partenaire de UNICEF est arrivé sur terrain en apportant l'expertise en création et encadrement des groupements de solidarité, les jeunes étaient déjà en groupements déjà fonctionnels et ont du mal à appartenir dans deux groupements de solidarité et s'acquitter des engagements en termes d'épargne. Certains jeunes nous ont témoigné qu'ils ont eu du mal à cotiser dans deux groupes de solidarité et ont préféré ne pas s'engager dans le deuxième groupement. De plus, les bénéficiaires ne savaient pas que le paquet apporté par un partenaire était en complément au paquet apporté par l'agence ayant intervenu précédemment, ce qui a donné l'impression de plusieurs petits projets avec partenaires différents.

Signalons également que les agences ont travaillé avec des partenaires spécialisés sur des questions de consolidation de la paix avec une assise communautaire, ce qui a permis que le projet ne rencontre pas de difficultés particulières, bien qu'il cible une problématique sensible entourée de silence (différence ethnique et politique). En effet, les partenaires avaient travaillé sur les concepts de consolidation de la paix de façon générale et en direction des jeunes en particulier depuis longtemps, et étaient connus dans leurs zones d'intervention, ce qui a permis de créer un climat de confiance, renforcée par la porte d'entrée choisie (identification des jeunes bénéficiaires), en collaboration avec l'administration. Notons également que les partenaires se connaissent avec leurs agences partenaires, savaient ce qu'ils ont à faire, et apportaient la contribution attendue.

De l'avis de tous les partenaires opérationnels, il aurait été rationnel d'avoir un comité technique réunissant périodiquement tous les partenaires opérationnels, présidé par l'agence lead, ce qui aurait constitué des occasions privilégiées et très appréciées d'échanges, de partage d'expériences, de décisions d'ajustements des plans d'actions. Ces séances auraient permis à tous les partenaires de développer un sentiment d'appartenance à une « famille », constituée par le consortium des 3 agences dans le cadre des actions communes de consolidation de la paix et valorisant ainsi le PBF.

Ces rencontres auraient permis à chaque partenaire de présenter l'état de l'avancement des activités, des résultats obtenus et des difficultés rencontrées. Cela aurait permis à chacun d'être informé des

activités des autres, de partager des outils et approches utilisées et de chercher des solutions aux difficultés rencontrées.

Toutefois, malgré la synergie perceptible au niveau des agences et qui a permis aux partenaires d'assumer parfaitement leurs fonctions, ces derniers perçoivent mal le projet dans son ensemble, et n'ont pas été à mesure d'appréhender en quoi leurs interventions contribuent à l'atteinte de l'objectif général et à l'atteinte des résultats.

Suivi évaluation et reporting

Afin de disposer en temps réel de toutes les données obtenues dans le cadre du projet, il avait été prévu dans le cadre de cette action de mettre en place un tableau de bord qui permette de collecter et de visualiser toutes les données des partenaires. L'ensemble des données « quantitatives » sont ainsi accessibles et visualisables sous différentes formes sur un tableau de bord de données produit par chaque agence (en collaboration avec ses partenaires) et envoyé à UNFPA pour compilation.

Des données qualitatives ont également pu être collectées, notamment à travers :

- Des missions de suivi et supervision réalisées par chaque agence aux partenaires concernés ainsi que les missions de supervision conjointe des agences
- Des recueils des témoignages visant à faire ressortir les impacts et résultats du projet au niveau des changements de perceptions et de comportements. Ces témoignages sont sur support audio-visuels et sous forme de livrets

En complément, les partenaires ont soumis trimestriellement des rapports narratifs à leur agence partenaire qui s'est chargé d'exploiter et de mutualiser les contenus, et de les transmettre à UNFPA, afin que ce dernier puisse à son tour les exploiter et rendre compte au bailleur (rapports semestriels).

Ainsi, en matière de suivi-évaluation, le projet a su conjuguer différents outils et procédures permettant de rendre compte des avancées et résultats aux plans quantitatifs et qualitatifs. Cependant ce reporting, alimenté par chaque partenaire s'inscrit dans une logique plutôt verticale qui ne facilite pas une lecture transversale, au-delà de la compilation des données. A titre illustratif, le projet a été conçu dans la logique d'offrir aux bénéficiaires un même paquet complet d'activités selon les expertises de chaque agence et de ses partenaires. Néanmoins, il n'est pas si clair par exemple de déceler comment les jeunes bénéficiaires identifiés au niveau de chaque commune ont bénéficié du paquet activités génératrices de revenus.

Adéquation et mobilisation des ressources financières

Le projet a démarré effectivement avec le lancement officiel en Novembre 2018 suivi des premiers transferts de Fonds des activités vers les partenaires. Notons que le document de projet précise bien les montants de chaque agence en adéquation avec le coût des activités du projet (\$1.024.001 pour UNFPA, \$876 000 pour UNICEF et \$ 649 999 pour UNESCO) et chaque agence devrait transférer les fonds à ses partenaires selon une planification commune. Chaque agence a assuré un accompagnement financier rapproché de ses partenaires sous forme de spot check, ce qui a permis la réalisation de la quasi-totalité des activités du projet tout en évitant les inéligibles financières grâce aux conseils donnés par les agences.

Globalement les parties prenantes s'accordent sur le fait que les ressources ont été bien gérées, les partenaires avaient des préalables pour s'adapter aux procédures financières rigoureuses du système des Nations Unies et ont su assurer une bonne et transparente gestion financière. Le seul facteur ayant porté préjudice à l'efficacité dans la mise en œuvre du projet, peut être le coût des frais de déplacement des participants jeunes aux différentes rencontres, coûts harmonisés qui ne permettent pas de prendre en compte les spécificités de configuration géographique d'une commune et des spécificités de certains groupes cibles comme les handicapés. En effet, les coûts de déplacement étaient fixés en considérant les participants d'une commune comme un groupe homogène alors que certains venaient des collines éloignées.

La mobilisation de plusieurs partenaires, pèse assez lourd sur le budget du projet, dont la présence d'une ONG internationale intermédiaire. Cette situation se traduit au niveau du ressenti des partenaires locaux, d'avoir eu beaucoup à faire avec peu de moyens, et une impression de saupoudrage de « petits » moyens financiers.

Autres constats liés à l'adéquation des moyens

Toutes les activités prévues ont été réalisées avec une extension de 3 mois sans cout supplémentaire par rapport à la durée initiale du projet. Le principe retenu d'encourager la participation des jeunes à travers un « dédommagement » financier comme frais de déplacement peut porter à critique : certes il encourage la mobilisation et l'adhésion, mais il est difficile de faire la part des choses entre l'implication personnelle et l'intérêt financier, les 2 pouvant être liés. Mais surtout, il fragilise la pérennisation des activités surtout que les jeunes nous ont rapporté qu'ils ont du mal à se rencontrer par manque de frais de déplacement.

Jugement évaluatif : Le projet Résilience des jeunes a-t-il été efficient ? Niveau mitigé (3)

Principaux constats :

- ✓ *Les interventions sont basées sur les ressources existantes*
- ✓ *Gestion du partenariat efficace malgré la multiplicité des acteurs*
- ✓ *Beaucoup de réalisations avec des moyens relativement modestes et une couverture étendue*

Mais :

- ✓ *Une impression de saupoudrage des ressources*
- ✓ *Peu de moyens mobilisés sur des actions « de fond » susceptibles d'appuyer des changements durables comme l'appui structuré aux réseaux communaux, l'appropriation des outils/ guides par des structures institutionnelles, ct.*
- ✓ *Un pilotage « vertical » des activités au détriment d'une approche transversale*

3.4. IMPACT

« Les effets directs et indirects induits par l'action ou la décision à moyen et long terme »

Dans l'ensemble, le projet Résilience des jeunes est bien apprécié par les différents interlocuteurs et les différentes études réalisées (baseline et capitalisation) ont pu mettre en évidence les changements induits par le projet en termes de changement de comportement et de perception. Pour cette évaluation, nous analysons les effets ou d'impact potentiels (en voie de l'être) liés au projet sous les aspects de (i) Effets perceptibles des actions et leur mesure, (ii) Mobilisation du leadership politique pour influencer l'environnement global des jeunes et (iii) Autonomisation des bénéficiaires et des associations partenaires

Constats et analyses

Changements majeurs corrélés aux activités du projet

L'appréciation du projet au regard du critère de l'efficacité a permis de mettre en évidence la réalisation de pratiquement toutes les activités prévues dans le document de l'offre présenté par le consortium à PBF. L'accent a été mis également sur l'aspect qualitatif des performances du projet, qui s'est matérialisé par la mise des jeunes au centre de toutes les actions. Il apparaît donc que les résultats des activités mises en œuvre dans le cadre du projet ont permis d'atteindre les objectifs mis en évidence au niveau des termes de référence.

La mission d'évaluation a pu identifier les effets globaux du projet des changements au niveau des connaissances et des pratiques des bénéficiaires et prestataires :

- Le projet a occupé utilement les jeunes en les regroupant pour ainsi passer moins de temps dans les lieux de rencontre appelés communément « Ligala »
- Des informations utiles ont été partagées aux jeunes à travers les différentes formations, leur permettant d'une part de connaître l'histoire réelle du pays et d'autre part de contribuer dans la pacification en cas de conflits sociopolitiques comme l'illustrent ces témoignages des jeunes de la commune Busoni :
 - ✓ *J'ai compris que ce sont pas les partis politiques qui influencent négativement les personnes (naratahuye ko atari umugambwe wonona abantu)*
 - ✓ *Nous avons compris que nos parents nous ont menti en nous disant que l'autre ethnie qui a spolié nos bien (twaratahuye ko abavyeyi batubeshe ngo nabo mubundi bwoko badusahuye)*
 - ✓ *J'ai une fois tranché un conflit qui s'était révélé compliqué pour les bashingantahe et j'ai utilisé les techniques apprises*
- Une certaine reconnaissance des jeunes impliqués dans le projet s'est installée au niveau de la communauté grâce au rôle déterminant que les jeunes jouent actuellement dans la sensibilisation d'autres jeunes et la résolution des conflits sociopolitiques. Ceci a fait que les jeunes soient fiers et se sont sentis utiles au niveau de la société.
- Les réseaux des jeunes et des associations impliquées dans le projet, se voient poursuivre les activités dans leurs communes d'action.
- Les leaders d'opinion approchés ont fait des contributions nécessaires en rapport avec la transmission résiliente du passé.
- L'administration locale a favorisé le bon déroulement des activités du début jusqu'à la fin. Elle s'est beaucoup impliquée dans le choix des jeunes suivant des critères et a contribué à la création d'un cadre pour que les jeunes formés puissent contribuer à la consolidation de la paix dans les différentes communes. Le conseiller de l'administrateur de dire : « *Les violences ont sensiblement diminué. Les grossesses non désirées chez les filles ont également diminué, les cas de viol et de banditisme ont diminué. Je ne cesse pas de penser que c'est grâce au projet qui a contribué dans l'encadrement des jeunes.* »

Les acquis des jeunes, des agences des Nations Unies et des partenaires de mise en œuvre

Les partenaires de mise en œuvre du projet ont vu leurs capacités techniques et organisationnelles renforcées sur diverses thématiques, essentiellement le suivi financier et des activités, grâce à l'encadrement de proximité réalisée durant les audits. L'expérience acquise leur permettra d'une part de mobiliser d'autres financements en élaborant d'autres projets à soumettre aux bailleurs, d'autre part ils pourront améliorer la gestion des fonds.

Les jeunes, en plus des formations qu'ils ont bénéficiés, ont acquis des compétences dans l'animation des séances de sensibilisations, l'écriture et les jeux des pièces de théâtre, bref ils ont appris comment se tenir debout et parler devant un grand public.

Les agences des nations unies, ayant mis en œuvre ce projet, ont appris à collaborer et travailler ensemble, chacun a apporté une pierre à l'édifice en fonction de son mandat. Une synergie d'action a caractérisé les relations des agences, elles se sont soutenues mutuellement et ont agi comme équipe pour résoudre les défis qui se posaient dans la mise en œuvre du projet (exemple du plaidoyer auprès du ministère de la jeunesse pour l'acceptation des résultats de l'étude sur la résilience des jeunes).

Renforcement de la planification, la définition des stratégies ou des interventions au niveau du pays

L'Objectif poursuivi par le projet étant le suivant : contribuer à rompre le cycle de violence que vit le Burundi depuis son accession à l'indépendance en 1962.

Cet objectif contribue très clairement à l'atteinte des objectifs nationaux et les documents cadres des nations unies (UNDAF et ODD).

Le projet a pu réunir tous les acteurs autour de la thématique « résilience des jeunes ». Ce projet a permis aux acteurs d'avoir une meilleure connaissance de cette problématique, pour pouvoir adapter leurs interventions aux besoins réels des jeunes.

La mise en exergue de la problématique « de résilience des jeunes face aux conflits sociopolitiques », avec une approche d'intervention bien adaptée, a donné des arguments aux acteurs pour parler un même langage afin de remédier aux problèmes relatifs aux conflits sociopolitiques, que les jeunes connaissent actuellement. Sur base des expériences de ce projet, l'UNFPA par exemple est en train d'élaborer un autre appel à proposition pour un projet qui compte intervenir dans le cadre de la consolidation de la paix au Burundi.

De même, des outils de capitalisation produits par le projet ont été présentés aux différents acteurs étatiques et non étatiques intervenant auprès des jeunes lors d'un atelier de capitalisation. Cet atelier a été couronné de succès et certaines personnalités influentes/ leaders d'opinion se sont engagés à être des relais auprès de leurs collègues pour l'inclusion des jeunes de façon significative dans les activités de résilience face aux conflits. Malheureusement, cette initiative a été menée vers la fin du projet et est restée ponctuelle, sans un suivi/ accompagnement pour l'opérationnalisation des recommandations pertinentes formulées.

Effets catalytiques

❖ Apprentissage et création des opportunités

Tous les acteurs intervenant dans la mise en œuvre ont témoigné avoir appris sur la thématique jeunesse, que c'est un groupe cible capable d'apporter une pierre d'angle dans le processus de consolidation de la paix. Grâce au projet, tous les acteurs nationaux depuis la commune jusqu'au niveau ministériel ont été témoin de ce que peut faire les jeunes une fois informés avec des approches et outils appropriés. Suite à ce constat, certaines agences ont déjà pensé à la mise à l'échelle et à la consolidation des acquis du projet dans d'autres zones très touchées par les conflits mais qui n'ont pas été ciblés par le présent projet. C'est le cas par exemple de l'UNESCO qui a déjà élaboré et soumis un projet similaire à la Fondation Al Marthoun. C'est le cas également de l'UNICEF qui a beaucoup appris sur comment rallier le développement et la paix grâce aux groupements de solidarité et qui a déjà élaboré 4 propositions de projets soumis à différents partenaires techniques et financiers. UNFPA et UNICEF sont déjà en train de travailler sur un autre projet conjoint avec le même bailleur (PBSO) en tirant des leçons du présent projet Résilience des jeunes.

❖ Autonomisation des bénéficiaires et des associations partenaires

Le projet a contribué au renforcement des capacités du partenaire de mise en œuvre, lesquelles capacités sont mises à contribution pour répondre davantage aux besoins des jeunes pour la résilience face aux conflits.

Le projet a fourni des données et approches qui vont inspirer la planification au niveau national pour mieux appréhender la problématique.

Le projet a eu donc des impacts et est en train de contribuer au renforcement de connaissances des bénéficiaires, à la réduction sensible des conflits sociopolitiques au Burundi et au renforcement des

groupements de jeunes à travers les groupements d'épargne permettant la création des activités génératrices de revenus.

Les partenaires de mise en œuvre du projet Résilience des jeunes ont travaillé ensemble depuis la première phase du projet, ils se connaissent et ont l'habitude travailler ensemble. Chacun de ses partenaires avait sa propre expertise d'intervention auprès des jeunes à laquelle le projet a ajouté des stratégies/ approches pour renforcer les capacités des jeunes afin qu'ils soient outillés pour faire face aux conflits qu'a connu le pays depuis 1962 et dont l'histoire est transmise de génération en génération.

Tous les partenaires n'étaient pas au même niveau en termes de services à offrir aux jeunes. Les partenaires qui n'avaient pas de capacités pour être éligibles aux financements des agences des Nations Unies ont été renforcés dans leurs interventions auprès des jeunes. AJAP par exemple affirme que le projet a contribué à le faire mieux connaître, lui a permis d'acquérir des compétences en consolidation de la paix auprès des jeunes et il est en train de concevoir d'autres projets dans la continuité de l'action du projet Résilience des jeunes dans d'autres zones du pays.

Le projet a permis aux partenaires comme APED Burundi Buhire et COPA de former des pairs éducateurs et ces derniers ont démultiplié les formations même au-delà des prévisions.

Les partenaires ont reçu des formations sur 4 thèmes (CNV, non-violence active, gestion des conflits, communication interpersonnelle). Toutes ces formations ont été complémentaires même si des doublons semblaient avoir lieu car les facilitateurs ignoraient les modules des autres et ont été positivement appréciée et tous les acteurs rencontrés affirment avoir gagné plus sur comment aborder les questions du passé avec les jeunes. Ce gain a été plus ressenti par les intervenants directs auprès des jeunes et les administratifs à la base qui affirment avoir gagné des connaissances qui les ont beaucoup aidés à mieux comprendre et accompagner les jeunes pour la gestion du passé douloureux qu'a connu le Burundi.

❖ Effets inattendus

En dehors des effets escomptés, on a également enregistré des effets inattendus que le projet a induit autant sur les enseignants que sur les élèves. Pour pouvoir être à la hauteur de la tâche qui leur a été confiée, les jeunes ont décidé de créer des groupes whatsapp pour continuer à échanger sur les questions de résilience des jeunes afin de renforcer leurs connaissances.

Pour les jeunes, ceux choisis pour être formés en théâtres interactifs ont amélioré leur expression et acquis la capacité de parler devant le public. C'est également une occasion pour certains qui avaient le talent de communicateurs de se faire découvrir et d'être accompagnés.

Jugement évaluatif : Le projet Résilience des jeunes a-t-il induit des effets et/ou changements ? Niveau satisfaisant (4)

Les impacts d'un projet couvrent normalement les effets à long terme, positifs et négatifs, induits par un projet, directement ou non, et intentionnellement ou non. Toutefois, il est possible de se prononcer sur la contribution causale du projet aux effets observés. L'évaluation note que le projet a réalisé des résultats en matière de renforcement des connaissances des jeunes et des partenaires de mise en œuvre. A ce titre, le projet a atteint des résultats en matière de développement de compétences comportementales des jeunes.

Avec les groupements de solidarité, des cadres de cohésion sociale à travers les discussions de groupe ont permis de discuter des problèmes qui se posent sur la cohésion sociale et la résilience des jeunes. Le projet a jeté la base pour une émergence d'un leadership des jeunes à savoir une jeunesse capable d'apporter sa pierre d'angle à une société paisible avec le soutien de leurs aînés. En somme les jeunes ont vu leur image revalorisée à travers les nouveaux rôles et responsabilités qui leurs sont dévolues en tant qu'agent de changement. L'amélioration de leur capacité de résilience induite par des cadres de dialogue de proximité leur procure une plus grande estime de soi, le projet rehausse par la même occasion l'image de la jeunesse qui rejaillie sur toutes les régions du projet et au-delà. Cependant l'appui aux réseaux communaux ne s'est pas avéré fructueux, et les effets positifs observés demeurent fragiles et nécessitent encore un accompagnement

3.5. FLEXIBILITE ET SENSIBILITE AUX CONFLITS

« Adaptation aux évolutions contextuelles »

Constats et analyse

Basé sur une approche foncièrement inductive (élaborée et conduite à partir du terrain), le projet a fait preuve d'une grande flexibilité, à tous les niveaux.

Adaptation aux évolutions du contexte et à des facteurs extérieurs qui ont pu influencer, positivement ou négativement la mise en œuvre

Le projet Résilience des jeunes a fait preuve de flexibilité pour faire face à des contraintes, ou s'adapter au contexte. Au niveau des agences, comme évoqué ci-dessus (efficacité), la stratégie d'intervention a su évoluer pour permettre un appui plus soutenu aux associations partenaires dans la mise en place des formations et supervisions formatives.

Un autre élément significatif concerne la prise en compte (dans la mesure du possible), des recommandations formulées lors des missions de supervision et des réunions du comité technique de suivi. Par exemple, lors d'un atelier du comité technique tenu à Rumonge le 11-12/12/2018, les participants se sont convenu de :

- L'insertion de Bujumbura-Mairie et de la Commune Mugamba (Province de Bururi) dans les zones d'intervention du projet, pour avoir été plus fortement touchées par la crise qu'a connue le pays en 2015 ;
- Faire quelques aménagements sans trop toucher au fond du projet. Par exemple, on peut insérer exceptionnellement quelques quartiers plus fortement touchés par la crise en Mairie de Bujumbura. De même, le partenaire qui sera en train de couvrir les communes de Rusaka et Mukike pourra étendre son action à la Commune de Mugamba toute proche ;
- Renforcer les capacités des jeunes en entrepreneuriat.

Au niveau de la mise en œuvre des activités

Dans le cadre de leur contractualisation avec les agences, les partenaires sont libres d'organiser les activités comme ils le souhaitent. Comme nous l'avons déjà indiqué, les réunions semestrielles et ad hoc, réunissant les 3 agences, le ministère de la jeunesse et des fois quelques partenaires, se sont avérés des lieux d'échanges, de discussion, de recherche de solution et d'ajustements.

Le projet a su s'adapter au contexte **de la COVID 19** et toutes les activités ont continué à être menées sur terrain tout en intégrant les mesures barrières de protection, donc en intégrant des aspects qualitatifs non financiers dans la mise en œuvre du projet

Le do no harm (ne fait pas de tort) a été une approche qui a guidée la mise en œuvre des activités. Par exemple lors des présentations théâtrales sur le passé, il était interdit d'utiliser des armes blanches. De même, les techniques / méthodologies utilisées lors des différentes formations sur la non-violence active et la CNV comportaient des aspects pour gérer les émotions car traiter un passé douloureux peut susciter des réactions émotionnelles trop fortes.

Jugement évaluatif : Le projet Résilience des jeunes a-t-il été flexible ? Niveau satisfaisant (5)

L'approche inductive mise en œuvre par le projet a permis de proposer des réponses sur mesure et non standardisées selon la réalité de chaque acteur et de son contexte. Que ce soit au niveau de la stratégie d'intervention, de la mise en œuvre des activités, de la gestion, le projet a pu, notamment grâce aux séances de partages, d'échanges et de discussion offertes par le comité de pilotage et d'autres réunions de suivi de trouver et mettre en œuvre des réponses adaptées.

3.6. DURABILITE ET APPROPRIATION

« Capacité de l'action de « vivre » et de se développer après la fin de l'intervention »

Constats et analyse

Pour ce critère, la capacité du projet à se prolonger et se développer après la fin des interventions a été analysée. Plus précisément, les résultats du projet ont été examinés afin de souligner leur propension à la pérennisation, notamment par rapport à la finalité du projet.

Durabilité par rapport à l'appropriation du projet

La mise en œuvre du projet Résilience des jeunes s'est faite à travers un processus participatif qui a placé les bénéficiaires au centre de la stratégie d'intervention à travers leur responsabilisation. L'implication a assuré aux bénéficiaires une bonne connaissance de l'intérêt du projet pour les jeunes (réduction des tensions, discours apaisé des autorités politiques, rôle des jeunes dans la consolidation de la paix, ...) ce qui devrait favoriser le maintien de leur participation active même au-delà de la fin du projet. La responsabilisation a également permis de maîtriser les approches développées par le projet notamment la gestion pacifique des conflits.

L'intérêt des bénéficiaires pour les différents thèmes identifiés indirectement par eux -même lors des différentes consultations préliminaires et étude de base est un gage d'appropriation et de pérennisation. Ainsi, certaines initiatives locales de pérennisation des acquis du projet sont observables sur le terrain. C'est le cas des jeunes qui demandent à avoir de l'espace pour la gestion des conflits au niveau communautaire, de l'engagement de devenir agents de changements pour d'autres jeunes non directement touchés par le projet pour sensibiliser les jeunes, etc....

L'intervention a répondu à un large éventail de besoins des bénéficiaires qui sont les jeunes. Au-delà des bénéfices directs aux jeunes, le projet a également amélioré ou contribué au renforcement des services existants au niveau des collines/communes. Les activités réalisées dans le cadre de ce projet, notamment les activités de structuration et renforcement de capacités des jeunes à la résilience face aux conflits sociopolitiques, ainsi que la pacification au niveau de la communauté pour un environnement législatif favorable à la prévention des crises sociopolitiques donnent à ce projet un ancrage institutionnel qui participe à la pérennisation des acquis.

La stratégie de renforcement des capacités/ compétences des différents acteurs (partenaires, les jeunes, membres de l'administration communale, ...) l'inscrit dans une visée de durabilité des appuis et les bénéficiaires assurent disposer des compétences qui iront au-delà de la vie du Programme. L'intérêt des bénéficiaires pour les différents thèmes qu'ils ont identifiés eux-mêmes est un gage d'appropriation et de pérennisation également.

Néanmoins, les limites suivantes à la durabilité ont été relevées. Il s'agit entre autres du nombre limité de jeunes qui étaient choisis dans le noyau de départ au niveau de chaque colline. Également, les partenaires de mise en œuvre des agences des Nations Unies n'ont pas été complémentaires sur terrain de manière visibles. Chaque partenaire s'est présenté et agi de manière isolée, ce qui a créé la confusion chez certains jeunes.

Pour les jeunes bénéficiaires du projet rencontrés, le projet a beaucoup contribué à la réduction des violences cycliques, d'où les acquis seront pérennes pour les raisons suivantes :

- Par rapport aux objectifs du projet, la sélection des jeunes a été faite également sur base des critères objectifs. Les jeunes sélectionnés par commune ont ensuite été formés et ont par après formé les autres jeunes des communes de la zone d'intervention.
- Actuellement, ces jeunes sont reconnus au niveau de la société pour le rôle qu'ils jouent dans la résolution pacifique des conflits en mettant en œuvre les connaissances acquises durant les formations. Les jeunes nous ont témoigné que même après la fin du projet, la communauté fait toujours recours à leur sagesse et expertise dans la pacification si des conflits/disputes surviennent au niveau des ménages ou de la communauté. Les jeunes sont également reconnus par les représentants des communes qui ne cessent de les citer comme exemple, en témoignent ces propos des CTAS de Busoni et Giheta :
 - ✓ *Les jeunes de notre commune ont contribué pour apaiser les tensions autour des élections de 2020 et nous remercions le projet pour cela (CTAS Busoni)*
 - ✓ *Lors des réunions avec les chefs de collines, nous leur incitons à associer les jeunes dans la gestion des conflits au niveau communautaire (CTAS Giheta)*
- Pour la consolidation des acquis, des groupements d'épargne-crédit ont été créés chez les jeunes bénéficiaires du projet et des activités génératrices de revenus ont été créés. Nous citerons comme exemple la construction des briques réalisée par un groupement de jeunes nommé « Haguruka Dukore » en commune Mutimbuzi
- Les partenaires de mise en œuvre sont constitués en grande partie par des associations qui ont pour vocation l'encadrement des jeunes, et ont des assises au niveau national (AJAP, COPED, COPA, ...) qui pourraient bien poursuivre l'encadrement des jeunes dans le futur sur des thématiques similaires et mettre à l'échelle l'approche le cas échéant

Durabilité par rapport aux mécanismes relais prévus par le projet

Le projet a pris en compte dans sa conception un ensemble de mécanismes susceptibles d'assurer la durabilité des différents produits, notamment au niveau des structures d'encadrement des jeunes : les ONG locales (COPED, AJAP, PEAB, Association des Guides avec assise communautaire qui sont pérennes.

Dans toutes les zones d'intervention du projet, il y a effectivement ce positionnement des ONG locales partenaires du projet, bien perçu par les autorités administratives. Les ONG partenaires se trouvent dans la plupart des communes être connus à avoir un accès facile et régulier aux jeunes et ou avoir une expertise en consolidation de la paix (ex AJAP, COPA). Partant de là, ils sont bien placés pour porter une dynamique de changement à la fois dans les postures d'encadrement des jeunes et dans les postures d'acteurs nationaux dans la consolidation de la paix. Pour porter une dynamique de changement, il faut commencer par être capable de la vivre, de l'incarner. En cela le projet était bien conçu et bien ciblé sur le professionnalisme des associations partenaires (même si cela n'apparaissait pas toujours clairement dans l'énoncé des bénéficiaires directs lors de la conception), et les partenaires nationaux sont maintenant en capacité de porter les changements de posture. Leurs actions sont maintenant renforcées par des outils produits dans le cadre du projet (différents manuels) porteurs d'une force de conviction et de démonstration qui leur sont propre.

Par ailleurs, l'acquisition des compétences durables en gestion des conflits notamment pour les cibles spécifiques, en pleine mutation de passage de la jeunesse à l'âge adulte avec confrontation d'autres réalités sociales, nécessiterait un appui au-delà de la durée du projet.

Notons également que le projet n'a pas envisagé de stratégie claire permettant une mise en relation des réseaux des jeunes avec d'autres initiatives ou mécanismes susceptibles de prendre la relève après la courte période d'intervention du projet. Toutefois, pour pallier ce défi, les autorités administratives

communales ont été impliquées tout au long de la mise en œuvre du projet et ont été responsabilisées pour assurer le suivi des réseaux créés. Cependant, cette démarche ne s'est pas accompagnée d'une institutionnalisation de cet appui, certains administratifs ayant témoigné dans le cadre de cette évaluation qu'ils connaissent bien les jeunes mais pas leurs réseaux.

L'appropriation des activités du projet par les partenaires est fondée sur le mandat et les missions des partenaires impliqués dans le projet dans le sens où les activités du projet renforcent/innovent et prolongent les responsabilités de chaque partenaire (les jeunes, partenaire de mise en œuvre, associations,). Par ailleurs, les structures et acteurs impliqués sont des structures pérennes mais peuvent être sujets de disparition avec le programme (ils vivent grâce aux financements des PTF)

Jugement évaluatif : les effets du projet peuvent se développer et perdurer après la fin du projet ? Niveau mitigé (3)

Les suites qui seront données aux activités du projet par les autorités administratives amélioreront la durabilité des résultats. Quelques changements ont été observés, et corrélés avec les activités du projet (invitation des jeunes lors des séances communautaires de gestion des conflits, invitation des jeunes lors des séances ayant trait à la consolidation de la paix au niveau communal) Toutefois, le suivi/évaluation de ces changements n'avait pas encore été initié avant la clôture du projet.

Le projet a permis d'initier des résultats et changements positifs, et les acteurs ont été mobilisés afin d'assurer la poursuite et la consolidation des acquis. Cependant, la pérennité du projet n'est pas totalement acquise à la fin du projet. Le projet a apporté des réponses pertinentes par rapport aux besoins des bénéficiaires et des services. Il a renforcé les capacités des services et introduit des changements que les acteurs souhaitent poursuivre. Mais la mobilisation des jeunes est possible actuellement si en parallèle, des emplois sont créés pour réduire le chômage et ainsi réduire la délinquance juvénile et la viabilité des actions reste largement tributaire des moyens dont les jeunes disposent pour les occuper et les faire vivre. Les réalisations et résultats de ce projet sont à valoriser pour mobiliser les différents Ministères, optimiser les ressources existantes et augmenter les budgets alloués

Le Projet n'a pas prévu de stratégie de sortie visible et explicite, comme en témoignent certains jeunes bénéficiaires et autorités administratives qui ont partagé avec l'équipe d'évaluation qu'ils ne savaient pas que le projet était terminé. Dans l'avenir, un projet pareil devrait être clôturé en associant largement les autorités communales pour qu'ils continuent l'encadrement des jeunes. Le déficit d'engagement politique rend la viabilité encore plus incertaine. Toutefois, suite à l'atelier de Gitega de restitution des résultats du projet, il y a eu une consolidation de certains liens de collaboration avec les autorités ministérielles. Des cadres de concertation ont été créés mais certains demeurent encore fragiles dans leur mode de fonctionnement, notamment au niveau de l'implication des acteurs institutionnels.

Les difficultés à mobiliser les interlocuteurs du ministère de la jeunesse et de l'intérieur (malgré les efforts persistants des agences) limite la reconnaissance et la prise en compte des réalisations du projet par les ministères en charge des questions de jeunes et de consolidation de la paix. La reconnaissance du rôle des partenaires nationaux, en tant qu'acteurs clés dans le paysage des interventions de consolidation de la paix auprès de la population des jeunes, est acquise. Une dynamique d'échanges, de décloisonnement et de changement a été impulsée, mais elle n'a aucun avenir si elle n'est pas entretenue, car elle ne semble pas avoir ses ressorts propres.

4. CONCLUSION ET LEÇONS APPRISSES

❖ Conclusion

Cette initiative est la 1ère du genre à être parvenue à réunir 3 agences du système des Nations Unies chacun avec ses partenaires nationaux à travailler ensemble autour d'un objectif commun, dans un esprit de synergie et de complémentarité même si cela a été plus manifeste au niveau des agences mais encore moins au niveau des partenaires de terrain. L'impact méthodologique important du projet est d'avoir conduit les acteurs à changer de regard sur la résilience des jeunes face aux conflits (éclairé par les résultats de l'étude sur les perceptions des jeunes), et accompagné un processus de plaidoyer pour une appropriation du projet par les autorités nationales, même si son aboutissement n'a pas correspondu aux attentes. Le rôle fondamental qu'a joué le plaidoyer en amont sur la mobilisation et l'implication des partenaires dans tout le cycle du projet, a conduit à une bonne appropriation de son approche, de son objectif global et de ses résultats au niveau des acteurs associatifs comme institutionnels (niveau des communes). Au regard de ces éléments, nous pouvons affirmer que le projet a donné de l'avance aux acteurs nationaux pour concrétiser ce qui était dans les stratégies nationales de justice transitionnelle (valoriser l'expertise des jeunes dans la résilience sociopolitique).

Le projet résilience des jeunes aborde des sujets culturellement sensibles et cernés de tabous, à savoir le passé douloureux du pays depuis 1962. Le projet a veillé à l'acceptation sociale des interventions, à travers une approche inclusive et une implication de l'administration communale dès l'identification des bénéficiaires. De même, aborder la gestion du passé avec une thématique non-violence active a permis d'intégrer les questions éthiques qui auraient pu survenir au cours de la mise en œuvre.

Le travail stratégique du projet est également un élément de forces du projet. En effet, le projet a travaillé sur les pratiques (renforcement des connaissances et compétences) pour constituer des évidences au niveau politique (travail de plaidoyer à travers les ateliers nationaux et la communication média).

Malgré ces forces, certaines faiblesses ont jalonné la mise en œuvre du projet. Ils sont liés essentiellement au :

- Le pilotage multi acteur n'a pas été réalisé : Le projet a connu un comité de pilotage présidé par le ministère de la jeunesse mais ce comité n'a pas réuni ou rarement tous les partenaires nationaux pour une cohérence des interventions au-delà du suivi stratégique des activités de terrain. Un effet, le comité de pilotage a tenu des réunions mais ces dernières n'ont pas associé les acteurs terrain dans leur globalité pour renforcer la synergie de ces acteurs
- La non-intégration des réseaux des jeunes dans les structures communautaires existantes
- Non planification conjointe intégrant tous les acteurs nationaux pour renforcer l'idée d'un programme conjoint dans l'esprit de tous les partenaires. Même si un atelier de 3 jours a été organisé en décembre 2018 pour la mise en œuvre effective du projet, certains partenaires n'étaient pas encore identifiés.

Au vu de ces forces et faiblesses qui ont jalonné la mise en œuvre du projet Résilience des jeunes, certaines leçons sont à tirer.

Quelles leçons apprises avec le projet Résilience des jeunes

Différentes leçons peuvent être tirées de ce projet, tant au niveau de la conception, de la mise en œuvre que de la durabilité. La communication aux jeunes réunis en groupes représentant la diversité sociopolitique de façon apaisée sur le passé douloureux du pays représente l'innovation majeure du projet et un modèle à reproduire à plus large échelle.

- La combinaison des approches de gestion des conflits avec d'autres sujets d'autonomisation (VSLA) est la plus adaptée dans le cadre d'une problématique touchant les jeunes au cloisonnement du chômage et de la lecture dichotomique du passé;
- Il ne peut y avoir de développement de stratégie efficace et durable de consolidation de la paix au niveau des zones rurales avec vulnérabilité économique sans une composante groupement de solidarité ;
- Les groupes de solidarité constituent des espaces conviviaux pour les communautés et ouvrent la voie à l'expression du vécu violent/ traumatisant ;
- Le couplage du renforcement des capacités intellectuelles/cognitives (formations et sensibilisations) avec un renforcement des techniques et matériel garanti l'empowerment individuel et collectif et produits des effets durables. Cette approche coupe court à l'esprit d'attentisme qui se développe avec la pratique de l'assistanat.
- Les activités de renforcements des capacités des acteurs à tous les niveaux à travers les formations favorisent la pérennisation des activités et des résultats en particulier pour les jeunes ;
- Toucher les leaders religieux et les Bashingantahe (ils sont les gardiens des normes et des barrières socioculturelles) devraient être considérés comme une priorité du projet dans l'avenir

❖ RECOMMANDATIONS

Les acquis du programme sont indéniables, mais des défis demeurent. Aussi, au vu des résultats significatifs ainsi que des leçons tirées, il est tout à fait indiqué que les divers intervenants prennent des dispositions qui conviennent afin de : (i) assurer la relève pour poursuivre les actions du projet, (ii) maintenir les acquis et capitaliser les réalisations, (iii) promouvoir la durabilité des résultats, (iv) rester mobilisés ensemble et poursuivre la concertation pour des interventions similaires. De façon spécifique, il est proposé de prendre en compte les recommandations suivantes :

1. Recommandations générales/ mise en œuvre de projets similaires

- Continuer une stratégie de la promotion des thématiques liées à la gestion des conflits et une étude pour mesurer les changements des personnes qui ont été exposés aux messages pourrait éclairer sur des stratégies efficaces pour la CCC ;
- Les acquis sont là mais encore fragiles, la consolidation de la paix et la mise à l'échelle devrait être une priorité pour un projet à venir. Mais, il est nécessaire de ne pas abandonner les anciennes communes mais plutôt de continuer leur encadrement pour une meilleure consolidation des acquis ;
- Intégrer les concepts de leadership dans les modules surtout pour permettre aux femmes/ filles de s'engager effectivement sur les questions concernant la vie communautaire (la participation de certaines filles et femmes aux discussions de groupe n'était pas spontanée mais elles étaient plutôt réservées et encore sous l'emprise du poids de la tradition) ;
- Renforcer les capacités des jeunes sur les concepts de plaidoyer qui leur permettront de définir un plan de plaidoyer répondant aux besoins spécifiques de leur environnement.

2. Recommandations par rapport à certains critères d'évaluation

❖ Par rapport à la pertinence

- Lors de la phase de conception du projet, garantir la participation des tous les acteurs potentiels susceptibles d'être impliqués dans le projet (acteurs institutionnels et représentants des bénéficiaires) à travers la réalisation d'ateliers de conception du projet. C'est l'un des moyens les plus participatifs
- Lors de la phase de mise en œuvre, mettre en place un comité de pilotage multi-acteurs afin de s'assurer de la participation de l'ensemble des acteurs à la coordination du projet.

❖ Par rapport à l'efficacité et l'impact

- Renforcer le soutien dans la création des groupements de solidarité en y incluant un axe sur l'étude des projets rentables et adaptés à chaque contexte. Il serait important de développer un module en capacités entrepreneuriales en vue de permettre aux membres de bien choisir la meilleure AGR, opérer des choix d'investissement basés sur les calculs et les stratégies de gestion.
- Rester dans les mêmes rayons d'actions en marquant un pas vers les autres sites environnants ;
- Lors de la formulation d'un nouveau projet, intégrer réellement les besoins des communes pour leur permettre de participer efficacement à l'encadrement des réseaux des jeunes
- Plaidoyer auprès des autorités provinciales et communales pour leur implication dans le système de coordination des réseaux des jeunes en cohérence avec les autres réseaux existants

❖ Par rapport à la durabilité

- Définir dans le document de projet lors de la conception, les mécanismes et indicateurs d'appropriation du projet par les différents acteurs
- Faire un plaidoyer pour que les communes et les structures du mouvement coopératif intègrent dans leurs activités, le suivi des réseaux des jeunes afin d'en garantir la survie
- Une 3ème phase du projet s'avère indispensable afin de consolider les acquis de la 2ème phase car ils sont encore très fragiles et le processus d'appropriation n'est pas encore accompli.

Références bibliographiques

- Bugwabari N., « Conflit burundais et réconciliation nationale », in Yvonne Kayiteshonga et alii, *Violences de masse, reconstruction psychique et des liens sociaux. Initiative de développement de la santé mentale dans la Région des Grands Lacs*, Paris, L'Harmattan, 2013.
- Centre de Recherche et d'Etudes sur le Développement des Sociétés en Reconstruction « CREDSR » Université du Burundi, Etude sur les perceptions des jeunes et des aînés et leur résilience face aux conflits sociopolitiques au Burundi, Novembre 2019
- Chrétien J.P et Dupaquier J.F, *Burundi 1972. Au bord des génocides*, Paris, Karthala, 2007.
- Chrétien J.P et Mukuri M., *La fracture identitaire. Logiques de violence et certitudes ethniques*, 1993-1996, Paris, Karthala, 2002.
- Chrétien J.P, Guichaoua A. et Le Jeune G., *La crise d'août 1988 au Burundi*, Paris, Karthala et Afera (Cahiers du RA, no 6), 1989.
- Chrétien J.-P. et al., « La crise politico-ethnique du Burundi. L'ombre de 1972 », *Politique africaine*, n° 32, 1988.
- Document de projet appui à la résilience des jeunes face aux conflits sociopolitiques au Burundi
- Investir dans la paix et la prévention de la violence au Sahel-Sahara : troisième conversation régionale, Note du séminaire IPI/UNOWAS, Septembre 2018
- Rapport de progrès de projet PBF 2019 Burundi
- Secretary-General Peacebuilding Fund (PBF), Strategic Plan 2017-2019
- Theory of Change approaches to post-conflict governance programming, Governance and Social Development Resource Center, GSDRC, June 2012

ANNEXE

1. Liste des personnes rencontrées

N	NOM ET PRENOM	ORGANISATION	CONTACT
1	Alphonse Bikorimana	STPBF	alphonse.bikorimana@one.un.org
2	Suzanne Kanyange	STPBF	suzanne.kanyange@one.un.org
3	Dr Richmond Tiemoko	UNFPA	
4	Julien OUEDRAOGO	UNFPA	jouedraogo@unfpa.org 72330767
5	Yves IRADUKUNDA	UNFPA	iradukunda@unfpa.org 79901258
6	Gloria IRADUKUNDA	UNFPA	giradukunda@unfpa.org 79590597
7	Kagimbi Daniel	UNESCO	d.kagimbi@unesco.org 79 931 806
8	Etienne Niyongabo	UNICEF	eniyongabo@unicef.org 71048198
9	Espérance IRADUKUNDA	COPEDE	espirad3@gmail.com 71520944
10	Marie Goreth Irambona	COPEDE	+257 79 30 53 15
11	Janvier Niyonsaba	COPEDE	+257 79 99 12 80
12	Bayubahe Espéré	COPEDE	71731578
13	Eliane Niyonkuru	AFSC	eniyonkuru@afsc.org +257 71 12 09 55
14	Sylvère Nsengiyumva	COPA	copaburundi@gmail.com 79 934 079
15	Bigirimana J Marie	COPA	75994418
16	Manirakiza Zenon	APED	zman1165@gmail.com 71 326 119
17	Nzajibwami Michel Ange	TUBIYAGE	nzomican@yahoo.fr 79 920 721
18	Kabaka Jean	CTAS Commune Busoni	
19	IRUSHE Cyriaque	CTAS Commune Giheta	79915440/68369595
20	Wakana Onesphore	CTAS Commune Mabanda	
21	Ndayiragije Jean Paul	Leader religieux Giheta	79714381

Annex 2 : Questions évaluatives

QUESTION EVALUATIVE	CRITERES	SOUS-QUESTIONS EVALUATIVES (INDICATEURS DE JUGEMENT)
<p>1. Quel est le niveau de pertinence du Projet par rapport aux besoins des participants ?</p>	<p>Pertinence, cohérence</p>	<ul style="list-style-type: none"> a. Dans quelle mesure les approches et les actions ont été mises en place pour répondre aux besoins des groupes cibles, en particulier les jeunes touchés par les conflits qu'a connu le pays b. Dans quelle mesure la réponse apportée par le projet était adaptée aux besoins des communautés des provinces d'intervention ? c. Les messages clefs et outils de communication étaient-ils adaptés ? d. Le projet est-il adapté au regard du contexte, des différentes politiques et lignes directrices nationales et des partenaires (UNDAF, vision 2025, ODD, ect) ? e. Quelle est la valeur ajoutée d'avoir un consortium de trois agences onusiennes par rapport d'autres interventions de résilience des jeunes face aux conflits : que se passerait-il si les trois agences arrêtaient les activités qu'elles mettent en place ? f. En quoi les consultations préliminaires et l'étude qui ont été menées ont été utiles ? ont-elles servi de base à la programmation ? g. Dans quelle mesure le projet PBF a-t-il complété le travail entre les différentes entités ; en particulier d'autres acteurs des nations unies ? h. Comment les parties prenantes ont été impliquées dans la conception et la mise en œuvre du projet ?
<p>2. Quelle est le niveau d'atteinte des résultats ?</p>	<p>Efficacité</p>	<ul style="list-style-type: none"> a. Evaluer le niveau d'atteinte des indicateurs du projet (réalisations) b. Comment le genre a été intégrés dans la mise en œuvre du projet ; c. Les différents partenaires du consortium ont-ils contribué de manière active, régulière et suffisante au succès et à l'atteinte des résultats du projet ? d. Les dispositifs de suivi et d'évaluation en interne, ont-ils été réalisés tel que prévus ? Comment des obstacles rencontrés ont-ils été gérés ? e. Est-ce que le système de suivi en place du consortium des 3 agences a permis une réponse efficace aux besoins de jeunes des provinces d'intervention ?
<p>3. Quel est l'impact global du projet ? En quoi répond-il à l'objectif général du projet ? Quelle est le niveau d'atteinte de l'objectif général ?</p>	<p>Impact</p>	<ul style="list-style-type: none"> a. Quels sont les changements (chez les jeunes et les leaders d'opinion) - connaissances, attitudes, comportement - en termes de cohésion sociale/ consolidation de la paix (avec un focus sur la réconciliation et la résilience des jeunes face à de potentielles incitations à la haine, la non-globalisation ethnique/ sociale, ect) ; b. Quel est l'impact des activités de sensibilisation (théâtre interactif, émission radio, spots publicitaires, magazines, vidéos, ect)

		<p>c. Quels sont les changements majeurs – positifs ou négatifs, directs ou indirects, à court ou moyen terme – observés par les parties prenantes du projet ? - En quoi ces changements majeurs sont-ils en corrélés avec les activités du projet ?</p> <p>d. Le financement du FBP a-t-il été utilisé pour attirer d'autres sources de financement de consolidation de la paix et / ou a-t-il contribué à créer des plateformes plus larges pour la consolidation de la paix ? (effet catalytique)</p> <p>e. Le projet était-il responsable de tout impact négatif involontaire ?</p> <p>f. Un processus continu de suivi du contexte et un système de suivi permettant de suivre les impacts imprévus ont-ils été mis en place</p>
<p>4. Dans quelle mesure Les bénéficiaires ont-ils été impliqués dans toutes les phases du projet ?</p>	<p>Participation</p>	<p>a. Les différents groupes au sein de la communauté ont déterminé leurs besoins, priorités et préoccupations ? (Identification)</p> <p>b. La communauté a pu / s'est exprimée sur les services offerts par les partenaires de mise en œuvre ? (<i>Aspect redevabilité</i>)</p> <p>c. Dans quelle mesure le projet a-t-il consolidé/ mis en place des espaces d'expression pour les bénéficiaires (opinions des jeunes, mesure de satisfaction) ?</p> <p>d. Quelles sont les effets de la participation des jeunes sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le projet - Les populations générales des zones d'action du projet - Les staffs et les organisations impliqués. <p>e. La planification prend en compte les résultats des interventions précédentes des 3 agences pour adapter l'action aux besoins des bénéficiaires (selon leur spécificité âge, genre, et autres vulnérabilités...).</p>
<p>Le projet avait-il une approche de sensibilité aux conflits ?</p>	<p>Sensibilité au conflit</p>	<p>a. Le projet avait-il une approche de sensibilité aux conflits ?</p> <p>b. Les capacités internes des agences récipiendaires (RUNO) ; non récipiendaire (NUNO) étaient-elles suffisantes pour assurer une approche continue sensible aux conflits ?</p> <p>c. Un processus continu de suivi du contexte et un système de suivi permettant de suivre les impacts imprévus ont-ils été mis en place</p>
<p>Le projet a-t-il su s'adapter à des facteurs extérieurs qui ont pu influencer, positivement ou négativement sa mise en oeuvre ?</p>	<p>Flexibilité</p>	<p>a. Les hypothèses et risques sont identifiées et explicitées dès la conception du projet et des mesures d'atténuation sont prévues et ont pu être mises en œuvre ?</p> <p>b. L'implication des parties prenantes a permis de confirmer les hypothèses.</p> <p>c. Une planification souple, régulièrement revue et modifiée a été mise en place.</p> <p>d. Les « imprévus » ont pu être pris en compte et gérés sans compromettre l'atteinte des objectifs.</p>

Anne 3 : Outils de collecte des données



GUIDE D'ENTRETIEN
AVEC LE PERSONNEL



GUIDE D'ENTRETIEN
PARTENAIRES OPERA'



Guide jeunes
bénéficiaires.docx



QUESTIONNAIRES
LEADERS D'OPINION.c